



VIE DES PARTIS

Une réunion du PCT s'achève en queue de poisson à Talangai

Une réunion du comité du Parti congolais du travail (PCT) à laquelle prenait part le président de la fédération de Brazzaville, Gabriel Ondongo, a tourné court. Les points inscrits à l'ordre du jour, notamment le cumul des fonctions et la convocation urgente du congrès ont suscité des débats houleux ayant conduit à l'arrêt brutal de la réunion. Interrogé par la presse après l'incident, le

président-PCT de Talangai, Théophile Adoua, a déclaré : « Je n'ai rien à vous dire parce que vous-mêmes étiez témoins de ce qui vient de se passer. Vous êtes libres de relayer ce que vous avez vécu. D'ailleurs, vous avez suivi la réaction du président de la fédération de Brazzaville. Suite à la tension observée, nous avons décidé de suspendre la réunion ». [Page 3](#)



CONSOMMATION

Hausse des prix constatée de certaines denrées

Les prix des denrées alimentaires et d'autres produits de consommation ont connu une augmentation, ces derniers temps, à Brazzaville et dans d'autres villes, au point

de susciter l'inquiétude de la population qui s'interroge sur le silence des autorités en charge de la réglementation et du contrôle du secteur.

Cette flambée des prix concerne aussi bien les produits congelés que le ciment dont le coût du sac a subi une légère hausse. [Page 4](#)

COOPÉRATION

Chevron se propose de soutenir les actions de l'Opdad



Antoinette Sassou N'Guesso recevant le vice-président de Chevron

L'épouse du chef de l'Etat congolais, présidente de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad), Antoinette Sassou N'Guesso, s'est entretenue le 22 septembre, à

New York, aux Etats-Unis d'Amérique, avec le vice-président de Chevron pour la zone Afrique centrale, Dereck Magness. Les échanges ont porté, entre autres, sur les possibilités de

nouer un partenariat entre d'une part la société Chevron et l'Opdad, et d'autre part entre la Fondation Congo Assistance et la compagnie pétrolière américaine. [Page 8](#)

AFRIQUE CENTRALE

Le numérique, un outil incontournable pour la croissance



Les panelistes

Convaincus que l'industrie pétrolière relève désormais du passé et que le numérique représente l'économie transversale et incontournable, de hauts fonctionnaires, experts, techniciens et économistes venus des onze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale tiennent à Malabo, en Guinée équatoriale, une session axée sur les enjeux, les défis et les opportunités des transformations numériques. « Au début des années 2000, les premières industries du monde étaient pétrolières. Aujourd'hui, elles sont à l'origine de nouveaux sec-

teurs innovants et permettent la poussée de la productivité et de la compétitivité qui sont incontournables pour la croissance et le développement des pays », a déclaré à la presse Antonio Pedro, directeur du bureau sous-régional de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. [Page 6](#)

ÉDITORIAL

Asphyxie

Page 2

ÉDITORIAL

Asphyxie

Que les choses soient claires : toute la partie nord du Congo, c'est-à-dire le vaste territoire qui s'étend de Brazzaville jusqu'aux frontières de la Centrafrique et du Cameroun est aujourd'hui sinon inaccessible, du moins très difficilement accessible. Il suffit, pour s'en convaincre, de prendre la route nationale n° 2 qui relie notre capitale à Ouesso en passant par Ngo, Gambo-ma, Ollombo, Oyo, Owando et donc à toutes les villes et villages des Plateaux, des deux Cuvette, de la Likouala, c'est-à-dire à près des deux tiers du territoire national.

Dégradée par les pluies, mais aussi et surtout par les énormes camions chargés de grumes de bois et de conteneurs descendant de la zone forestière qui couvre une bonne partie de ce territoire, la route nationale n° 2 est devenue sinon impraticable du moins extrêmement dangereuse. Ce dont témoignent les innombrables carcasses de voitures, de bus, de poids-lourds qui gisent sur les bas-côtés et, plus encore, les conséquences dramatiques que l'effondrement du trafic routier dans cette partie du territoire national a dès à présent pour la population qui y vit.

Disons-le sans le moindre détour : ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas autre chose que l'asphyxie de toute la partie nord du Congo, de notre Congo; cela alors même que toutes les conditions naturelles et humaines étaient réunies pour, bien au contraire, en faire une des régions les plus riches de l'Afrique centrale en raison des ressources agricoles, aquatiques et minérales qu'elle détient. Si, dans les mois à venir, les actions qui permettraient de restaurer la voie routière principale du nord du Congo ne sont pas conduites avec les moyens nécessaires, l'économie des départements qui en sont victimes s'effondrera avec toutes les conséquences dramatiques que cela aura sur le plan social et, bien sûr aussi, sur le plan politique pour les élus nationaux ou locaux de la région.

Alors que l'accord conclu récemment avec le Fonds monétaire international se met en place et que, de ce fait, des sommes importantes vont remplir les caisses de l'Etat, il ne fait aucun doute, pour nous en tout cas mais nous ne sommes pas seuls à le dire, que la remise en état des voies routières de cette partie du pays doit dès maintenant figurer en tête des priorités de l'Etat. Que ceux qui en doutent prennent donc la Nationale 2 avec tous les risques que cela comporte.

Les Dépêches de Brazzaville

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Le député Romi Oyo suggère la prière pour consolider les liens entre les peuples

A l'initiative de l'élu de la troisième circonscription électorale de Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, une messe œcuménique a été dite, le 21 septembre à la paroisse Saint Jean-Marie Vianney par l'abbé Maurice Nazaire, pour la consolidation de l'unité et la paix de toutes les forces vives de la nation.



Dans la paroisse, des chrétiens en train d'implorer la faveur divine/Adiac

Organisée à la faveur de la Journée internationale de la paix, la séance de prière a mobilisé plusieurs députés de la majorité présidentielle; le ministre de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat, Josué Rodrigue Ngouonimba; et le premier secrétaire de la Force montante congolaise, Juste Bernadin Gavet. En dépit des divergences de croyances, ces autorités ont salué cette initiative, convaincus que la prière est absolument vitale car elle permet à l'homme d'obtenir la paix. Dans son homélie, l'abbé Maurice Nazaire est revenu à maintes reprises sur l'importance

de la paix pour bâtir une société prospère. Pour illustrer ses propos, le prédicateur s'est référé au pape Paul VI qu'il a qualifié de défenseur de la paix.

Se confiant à la presse, Romi Oyo a déclaré: « Nous voulons réunir toutes les forces vives de la nation autour de la prière », ajoutant qu'il est très attaché à la prière, à la vie de la nation et aux œuvres sociales.

Dans un passé récent, il avait organisé aussi une messe pour le retour de la paix dans le Pool et distribué plusieurs tonnes de vivres et de non vivres aux ressortissants de ce département.

Outre la séance de prière, l'élu de la troisième circonscription électorale de Ouenzé a profité de cette occasion pour faire don de kits scolaires aux écoliers ainsi qu'aux jeunes athlètes afin de les encourager à la scolarisation et à la lutte contre l'illettrisme. Rappelons que le 21 septembre de chaque année, l'humanité commémore la Journée internationale de la paix. L'Assemblée générale des Nations unies a déclaré que cette journée serait consacrée au renforcement des idéaux de paix au sein de toutes les nations.

Fortuné Ibara

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raissa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Adhdas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphonie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CRISE AU PCT

Les membres de Talangai boycottent une réunion

La septième session extraordinaire du comité du Parti congolais du travail (PCT) du sixième arrondissement de Brazzaville, convoquée le 22 septembre, n'a pas pu achever son ordre du jour. Les travaux ont tourné court.

Les dirigeants, cadres et militants n'ayant pas pu s'accorder sur certains points inscrits à l'ordre du jour ont quitté la salle sans coup férir. En effet, initiée par le président du comité PCT de l'arrondissement, Théophile Adoua, la réunion qui se tenait en présence du président de la fédération de Brazzaville, Gabriel Ondongo, était placée sur le thème « Mobilisons-nous pour briser le spectre des antivaleurs à tous les niveaux ». Un thème qui renseigne a priori sur le climat délétère qui se passe au sein de la première formation de la majorité présidentielle, secouée depuis quelques mois par une crise née de l'urgence évoquée par une frange de cadres et militants de convoquer un congrès extraordinaire et du cumul des fonc-



Le présidium des travaux

tions par le secrétaire général du parti et président du Sénat, Pierre Ngolo. La réunion du 22 septembre avait inscrit à l'ordre du jour dix affaires, au nombre desquelles figuraient l'examen de la situation politique interne du PCT et le cumul des fonctions. L'occasion allait permettre aux participants de passer en revue les dissensions qui déchirent leur formation mais, l'un des points chauds qui

a suscité une vive tension dans la salle a été le sempiternel problème de cumul de postes par quelques dirigeants du PCT. A ce sujet, le président du PCT- Talangai, qui a dénoncé cet état de fait, a souhaité, par ailleurs, que la question soit débattue sans tabou, de manière démocratique.

Ainsi, rien que sur ce point, trente-trois personnes ont pris la parole pour faire des

dénonciations. Une approche qui a été mal appréciée par le président fédéral, Gabriel Ondongo, qui a proposé que de tels débats ne devraient pas être tenus au cours des assemblées élargies ; mais par la direction politique du parti. N'ayant pas pu se supporter les uns et les autres, la tension est montée d'un cran dans la salle, au point où les participants ont résolu de suspendre les travaux.

L'autre point qui a suscité des débats a été la nature du congrès, la majorité des participants exigeant que celui-ci soit un extraordinaire, d'autant plus que les délais prévus dans les textes fondamentaux du parti pour la tenue d'un congrès ordinaire sont largement dépassés.

Interrogé par la presse après l'incident, le président-PCT de Talangai, Théophile Adoua, a déclaré : « Je n'ai rien à vous dire car vous-mêmes étiez témoins de ce qui vient de se passer. Vous êtes libres de relayer ce que vous aviez vécu. D'ailleurs, vous aviez suivi la réaction du président de la fédération de Brazzaville. Suite à la tension observée, nous avons décidé de suspendre la réunion ».

Firmin Oyé

VIE DES PARTIS

Le Club 2002-Pur lance une nouvelle campagne nationale d'adhésion

Le secrétaire général du parti, Juste Désiré Mondélé, a fait porter des écharpes à un échantillon de nouveaux adhérents de Brazzaville, le 21 septembre. Il leur a remis, à cet effet, les textes fondamentaux de l'organisation.

La campagne d'adhésion au Club 2002, Parti pour l'unité et la République (Pur), officiellement lancée dans la ville capitale, se déroulera sur toute l'étendue du territoire national. En effet, le but est de redynamiser toutes les structures de base, notamment dans les quartiers, les villages, les zones et les blocs. La cérémonie qui s'est déroulée à l'hôtel de ville a été, entre autres, marquée par la présentation de la situation des nouveaux adhérents venant pour la plupart des quartiers Jacques-Opangault (Talan-

gai-Djiri), Kinsoundi, Kingouari, la Fougère (Makélékélé), Mafouta, Mansimou, Kombé et Kibina (Madibou) ainsi que de la diaspora de la sous-préfecture de Yaya (Niari) à Brazzaville. Présentant le parti depuis sa création, le 30 janvier 2002, Dieudonné Kouloukiabonga, le permanent, a rappelé que le Club 2002-Pur ne cesse d'enregistrer des milliers d'adhésions au regard de sa pratique politique. Celle-ci est fondée, a-t-il indiqué, sur le rassemblement et le regroupement de toutes les filles et fils du pays acquis à la

cause du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

« Depuis la fin des dernières échéances politiques de 2016 et 2017, notre formation politique connaît l'adhésion de plusieurs milliers des hommes et des femmes engagés dans ce combat politique. Nous avons enregistré au niveau de la permanence nationale plusieurs adhésions », a-t-il assuré.

S'exprimant au nom des nouveaux venus, Det Séraphin Afoula s'est engagé à accompagner l'œuvre salvatrice d'édification

et de développement du Congo à travers le Club 2002-Pur.

« Nous prenons la ferme résolution de contribuer réellement à la visibilité du parti. Rassurons la direction politique de notre disponibilité à œuvrer pour des victoires certaines aux futures échéances politiques qui pointent à l'horizon », a-t-il promis, se félicitant de l'ingénieuse idée du président-fondateur du Club 2002, Wilfrid Guy César N'Guesso, visant à créer ce rassemblement des filles et fils du pays.

S'approprier les textes fondamentaux

Encourageant ces nouveaux venus, le secrétaire général du Club 2002-Pur a rappelé que cette formation politique était le creuset de l'unité nationale et l'école politique. Il s'agit également, selon Juste Désiré Mondélé, de l'école du savoir et du mieux vivre ensemble, surtout le soutien indéfectible à la vision politique et sociétale du président de la République. « Alors, nouveaux adhérents, n'ayez pas peur, vous êtes chez vous. En adhérant au Club 2002-Pur, vous venez d'intégrer une grande famille qui vous ouvrira ses bras. Une famille noble, forte, unie, rassemblée, chrétienne et démocrate. Nous sommes une force de

proposition. Donc, très chers nouveaux adhérents, en gagnant vos quartiers respectifs, soyez dignes et fiers d'être membres du Club 2002-Pur », a-t-il exhorté.

Remettant les statuts et le règlement intérieur du parti à un échantillon des nouveaux adhérents, Juste Désiré Mondélé a souligné la nécessité pour tous les membres de s'approprier ces textes fondamentaux et de bien les assimiler. L'objectif étant de permettre aux nouveaux de marcher dignement et en harmonie avec l'ensemble des militants du parti.

Aux présidents des bureaux d'arrondissements, il leur a demandé de créer des conditions idoines d'accueil de ces nouveaux membres et de leur permettre de jouer leur partition au sein de ces instances.

« Aux responsables du Club 2002-Pur de Brazzaville, je vous enjoins donc de créer toutes les conditions pour poursuivre ce travail qui vient de commencer. Vous devez prochainement sillonner les différents arrondissements pour faire le constat des nouveaux adhérents et surtout vous rendre compte de leur intégration dans la grande famille Club 2002-Pur », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama



Des nouveaux venus au Club 2002- Pur/Adiac

ACCORD CONGO-FMI

La société civile appelle à la vulgarisation des quarante-huit mesures

Réunis récemment à Brazzaville, les membres de la plate-forme « Dette et développement » ont exprimé leur engagement à participer au programme de réformes en cours, et invité le gouvernement à plus de transparence.

« Nous suggérons la révision du décret portant création du Comité national de la dette publique en impliquant la participation de la société civile (SC) et la sensibilisation de la SC aux mesures adossées à la mise en œuvre du mémorandum signé, le 11 juillet, entre le Fonds mo-

nétaire international (FMI) et le gouvernement », ont plaidé les acteurs de la SC.

La plate-forme « Dette et développement » a initié, du 19 au 21 septembre, grâce à l'appui de l'Union européenne, une session de renforcement des capacités à l'endroit de ses adhérents sur le

suivi-évaluation des investissements issus de la dette publique et les mécanismes de plaidoyer.

Dans leur communiqué de fin des travaux, les participants ont également invité l'exécutif à rationaliser la stratégie de calcul des prévisions du budget de l'État sur la base des prix de référence et non des prix du marché international ; à créer des mécanismes d'appui aux interventions de la SC et à renforcer le dialogue avec elle.

Ils ont, à cet effet, décidé de se restructurer de manière à interpellier le gouvernement sur sa gestion de la dette, l'utilisation de l'emprunt, la responsabilité des cadres qui sont appelés à engager

l'État.

Pour cela, la SC mettra en place un comité de suivi de la mise en œuvre des mesures issues de l'accord Congo-FMI. Elle multipliera des rencontres autour des thématiques liées à la transparence et à la gouvernance, ainsi que des concertations avec les pouvoirs publics. Enfin, « elle entend s'approprier les résultats des études publiées dans les différents secteurs en vue de mutualiser les efforts sur le plaidoyer », indique le même document.

À noter que la rencontre de Brazzaville était ouverte à une cinquantaine de participants venus des départements de Pointe-

Noire, du Niari, des Plateaux, de la Cuvette et de la Sangha. Outre les délégués des organisations de la SC, ont aussi participé les représentants du secteur public, du parlement, des pouvoirs publics et des journalistes.

Cette session de renforcement des capacités consistait, entre autres, à publier le rapport sur le diagnostic de la dette publique au Congo ; à sensibiliser les participants aux déterminants et au niveau de l'endettement du pays ; à les informer sur les axes de plaidoyer en faveur de la soutenabilité de la dette et à appréhender les différents contours de l'accord avec le FMI.

Fiacre Kombo

« Nous suggérons la révision du décret portant création du Comité national de la dette publique en impliquant la participation de la société civile (SC) et la sensibilisation de la SC aux mesures adossées à la mise en œuvre du mémorandum signé, le 11 juillet, entre le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement »

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le Fonds koweïtien va débloquer quatorze milliards FCFA en faveur du Congo

Le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo, et le Dr Bahman, un représentant du Koweït, ont signé le 20 septembre, à Brazzaville, un mémorandum d'entente pour le versement de l'enveloppe de 23,8 millions de dollars.



Le ministre posant avec les partenaires koweïtiens

Deux départements ont été retenus pour le démarrage du projet, notamment le Pool et la ville de Brazzaville. D'après les deux parties, le projet dont le début est prévu dès l'année prochaine, sera exécuté sur une période de trois à quatre ans. Après cette phase pilote, il pourra se déployer sur l'ensemble du territoire national.

« Nous avons choisi six sites dans les départements de Brazzaville et du Pool. Nous espérons que ce projet, qui impactera la vie des milliers de bénéficiaires, marque le début d'une coopération future entre le Koweït et le Congo », a déclaré le

Dr Bahman, peu après la cérémonie de signature du mémorandum d'entente.

Le futur projet intègre, en effet, plusieurs composantes parmi lesquelles la réhabilitation des pistes rurales et des systèmes d'irrigation ; la production d'aliments de bétail ; la pêche et la construction de deux laboratoires.

Signalons que cette initiative est le tout premier projet du Congo financé par le Fonds koweïtien, s'inscrivant dans le Plan national stratégique pour la sécurité alimentaire.

F.K.

« Nous avons choisi six sites dans les départements de Brazzaville et du Pool. Nous espérons que ce projet, qui impactera la vie des milliers de bénéficiaires, marque le début d'une coopération future entre le Koweït et le Congo »

CONSOMMATION

La hausse des prix des produits inquiète les Congolais

Depuis plus d'un mois, une augmentation des prix est constatée, notamment des produits de première nécessité sur le marché à Brazzaville. Une situation préoccupante pour les consommateurs qui ne savent pas à quel saint se vouer.

Les cartons de cuisses de poulet et des côtes de porc sont passés, par exemple, de 6500 à 11500 F CFA puis de 9500 à 16000 F CFA respectivement. Autrefois vendu à 25 000 FCFA, le carton de poisson salé communément appelé « Simba malembe » coûte actuellement 34 000 FCFA.

« Ces prix ne sont pas stables, ils peuvent augmenter à tout moment, car on nous signale une rupture de stocks au niveau de Pointe-Noire », a confié le gérant d'une chambre froide au centre-ville.

Abordée, une ménagère rencontrée au marché Ouenzé, dans le cinquième arrondissement s'est plainte : « Le pays n'a pas d'argent et la vie devient de plus en plus chère, c'est terrible ! on ne sait pas



Du ciment dans un dépôt

Banque centrale. Signalons que ce nouveau dispositif vise un meilleur suivi des rapatriements pour régler le problème relatif à

« Le pays n'a pas d'argent et la vie devient de plus en plus chère, c'est terrible ! on ne sait pas comment on s'en sortira avec nos familles »

comment on s'en sortira avec nos familles ».

Pour connaître les raisons de cette hausse qui vient empirer le quotidien des Congolais déjà affecté par la crise économique, il était plus important de rencontrer quelques responsables des grandes chambres froides de la place. D'après eux, cette flambée serait due aux nouvelles réglementations des changes et des paiements prises par la

la rareté des devises. « Avant, on pouvait envoyer auprès de nos fournisseurs à l'étranger autant d'argent pour des commandes. Ce n'est plus possible, tout est devenu si compliqué », a déploré un des responsables d'une chambre froide de la place, ayant requis l'anonymat.

Le ciment aussi...

Avec la pluralité des cimenter-

ries installées en République du Congo, le Congolais croyait être définitivement épargné du problème lié à la cherté de ce produit sur le marché. Hélas ! ce n'est pas le cas. Depuis quelques semaines, en effet, le sac de ciment qui, il y a plus d'une année, était vendu à 2 500 F est passé à 4 500 FCFA, soit plus de quatre-vingt mille francs CFA la tonne. Un fait constaté autant à Brazzaville qu'à Pointe-Noire.

Les propriétaires des dépôts indexent le point de péage récemment inauguré dans la partie nord de Brazzaville. Le ministère censé mettre à notre disposition des informations fiables sur la montée des prix a malheureusement montré son indisponibilité à nous rencontrer.

Lopelle Mboussa Gassia

RENTÉE SCOLAIRE 2019-2020

Des kits pour des élèves de Djiri 2

Le député de la deuxième circonscription électorale de Djiri, neuvième arrondissement de Brazzaville, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a offert, le 21 septembre, des fournitures scolaires aux enfants afin de leur permettre de débiter l'école dès le premier jour de la rentrée.

La rentrée scolaire 2019-2020 est prévue pour le 1er octobre sur toute l'étendue du territoire national. Conscient du fait qu'il ne faut pas rater le début et de la conjoncture économique que traverse le pays depuis quelques années, l'élu de Djiri 2 a remis des kits composés de sacs, stylos, crayons, ardoises, cahiers ainsi que des paires de chaussures aux enfants de ses mandants. « *En posant cet acte louable, vous venez de prouver que notre avenir est votre priorité. Nous vous disons merci car ce geste, dans le temps actuel, n'est vraiment pas rien. Merci de donner une nouvelle opportunité aux enfants de Djiri 2 de prendre part à la rentrée des classes dès le premier jour* », a reconnu une bénéficiaire.

Même son de cloche du côté des chefs de quartier et de zone qui étaient à la manœuvre pour le dénombrement des enfants afin de mener à bien cette activité. « *Par ma voix, le quartier 902 vous dit un grand merci. Honorable, à travers ce geste que vous faites à l'endroit de ces enfants, nous ressentons*

le sentiment de sympathie et de grand amour pour ce quartier et nous en serons infiniment reconnaissants », a déclaré le chef du quartier 902, Alphonse Ngatsefé.

Justifiant son geste qui n'est pas le premier du genre, Bersol Exaucé Ngambili Ibam a rappelé que l'éducation était l'arme la plus puissante pour changer le monde. L'école reste, d'après lui, le milieu par excellence d'apprentissage et d'éducation des enfants. « *La rentrée scolaire pointe à l'horizon, nous n'avons ménagé aucun effort pour trouver quelques kits scolaires au profit des enfants de notre circonscription. Le but est de permettre à chacun d'eux d'aller à l'école dès le premier jour parce qu'il y a certains qui n'y vont pas souvent par manque de kits. Nous voulons pallier tant soit peu cet exercice très difficile pour les parents surtout dans les temps qui courent* », a expliqué le député.

Membre du Parti congolais du travail (PCT), il n'a pas oublié les enfants de ses camarades du parti habitant la circonscription.



Le député Bersol Exaucé Ngambili Ibam remettant des kits aux bénéficiaires/Adiac

« *Nous avons pris des enfants sans tenir compte de leur provenance, pourvu qu'ils habitent le quartier mais vous savez aussi que je suis député du PCT. C'est ainsi que nous avons pensé à tous les secré-*

tariats des sections du parti à qui nous avons également remis un lot de kits importants pour que leurs enfants puissent aussi aller à l'école dès le premier jour sans inquiétude », a-t-il conclu. Bersol

Exaucé Ngambili Ibam a salué aussi la contribution de la Fondation perspectives d'avenir qui n'a cessé, selon lui, de mettre au cœur de son action l'éducation et la formation des jeunes.

Parfait Wilfried Douniama

Des fournitures scolaires à environ mille cinq cents élèves de l'école primaire de Mafouta

Le geste accompli par la fondation Cœur angélique vise à accompagner la politique de scolarisation et alléger la tâche aux parents dans la préparation de la rentrée scolaire de leurs enfants.

Près de mille cinq cents élèves de l'école primaire de Mafouta, dans le huitième arrondissement Madibou, ont reçu des sacs, cahiers et autres fournitures scolaires des mains du président d'honneur de la fondation Cœur angélique, Rudy Stephen Mpiere. « *Nous sommes venus ici jouer notre partition dans l'éducation de la jeunesse* », a-t-il indiqué, évoquant la portée du geste qui, par ailleurs, vise à épargner les parents de certaines dépenses relatives à la rentrée scolaire qui pointe à l'horizon.

Parents et élèves n'ont pas manqué de saluer l'initiative de la fondation Cœur angélique qui constitue à la fois un soulagement pour les premiers et un encouragement pour les seconds. « *Le geste que vient de faire cette fondation nous pousse à plus d'efforts*

à l'école », a indiqué Kenon Loungouedi, élève en classe de CMI qui attend impatiemment la rentrée scolaire.

Des médicaments au CSI de Madibou

Bien avant d'apporter assistance aux élèves de cette école, la fondation a fait un

don d'équipement sanitaire au Centre de santé intégré (CSI) du huitième arrondissement. Des produits chirurgicaux, des pansements absorbants,

adhésifs hydro cellulaire, des pansements plaie post-opératoire composent en partie ce don utile notamment à la chirurgie, la dermatologie et l'ophtalmologie. « *Nous avons constaté que la population de Madibou convergeait vers l'hôpital de référence de Makélékélé pour bénéficier des soins chirurgicaux. C'est donc pour pallier cette insuffisance que nous avons fait ce geste qui n'est pas le dernier du genre* », a fait savoir Rudy Stephen Mpiere.

Le médecin-chef du district sanitaire de Madibou, Anne Colleth Tafaro, a salué le geste salvateur, selon elle, de la fondation Cœur angélique. Elle a souhaité que ce genre d'initiative puisse se multiplier car le développement du pays est aussi lié à la qualité de la santé de la population.

Rominique Makaya



Le président de la fondation Cœur angélique encourageant un élève

AFRIQUE CENTRALE

Le numérique, une économie transversale et incontournable

Convaincus que l'industrie pétrolière relève désormais du passé et que le numérique représente l'économie transversale et incontournable, des hauts fonctionnaires, experts, techniciens et économistes venus des onze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ont entamé, hier à Malabo, en Guinée équatoriale, une session axée sur les enjeux, les défis et les opportunités des transformations numériques.

Organisée par les Nations unies, la session du Comité intergouvernemental d'experts de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), la trente-cinquième du genre, offre aux experts une occasion de débattre, jusqu'au 27 septembre, sur plusieurs thèmes liés à la diversification économique.

« Au début des années 2000, les premières industries du monde étaient pétrolières. Aujourd'hui, celles du numérique ont pris le dessus », a déclaré à la presse Antonio Pedro, directeur du Bureau sous-régional de la CEA, soulignant que « La nature transversale de l'économie numérique fait que ses effets soient ressentis dans tous les secteurs et activités humaines. Elle est à l'origine de nouveaux secteurs innovants et permet la poussée de la productivité et de la compétitivité qui sont incontournables pour la croissance et le développement des pays ».

Divers rapports présentés par les



Photo de famille des experts; Une vue des participants à la 35^e session du CIE/DR

experts montrent combien de fois le numérique s'impose comme la quatrième révolution industrielle. À titre d'illustration, en 2019, sur les dix principales capitalisations boursières mondiales, sept viennent du secteur numérique, alors qu'il y a dix ans, ces capitalisations étaient toutes ou presque dominées par le pétrole.

Tous les pays de la CEEAC, sans exception aucune, sont appelés à considérer « l'économie numérique comme catalyseur de l'éco-

nomie en général », parce qu'elle est le secteur qui va permettre le vrai développement socio-économique de la sous-région.

« Nous considérons que l'économie numérique offre à l'Afrique centrale une opportunité pour s'industrialiser et diversifier ses économies », a estimé Antonio Pedro, soulignant que cette transformation pourrait s'opérer dans le secteur agricole, vu la tendance actuelle à la digitalisation de l'agriculture observée

dans nombre des pays, aussi bien d'Afrique que d'ailleurs.

Encore de grands défis à relever. Pour passer de son statut de consommateur à celui de producteur, l'Afrique se doit de former sa jeunesse et d'investir davantage dans les infrastructures. Relever le défi de la numérisation et de la digitalisation passe, entre autres, par la réduction de la fracture numérique.

Selon les experts, en Afrique centrale le taux d'accès à la télépho-

nie mobile est de 65%, mais il reste inférieur au taux mondial. Tandis que le taux d'accès à l'internet est de 20% dans la zone CEEAC, bien en deçà de la moyenne mondiale qui est de 50%. La construction d'une économie numérique se fonde sur l'énergie électrique. Or, celle-ci est encore peu fiable et moins disponible dans l'espace CEEAC malgré ses potentialités. L'utilisation du numérique exige aussi l'accès aux financements, sans oublier la formation des ingénieurs, alors que 70% à 80% des jeunes sont formés dans les sciences sociales, ont relevé les experts.

« L'Afrique centrale doit s'arrimer aux pratiques mondiales de l'heure qui requièrent l'investissement dans les infrastructures de large bande, le renforcement des capacités et d'assurer la sécurité de l'écosystème numérique », a conseillé Adam Ibrahim Aboubakar, président sortant du Comité intergouvernemental.

La rédaction

LIBYE

Réunion à l'ONU pour préparer une conférence internationale

La rencontre, prévue le 26 septembre, permettra d'avancer vers l'organisation des assises internationales visant à sortir le pays d'un conflit meurtrier. Elle va être présidée par le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et son homologue italien, Luigi Di Maio.

« Le but c'est d'embrayer sur un processus politique. Il n'y aura pas de solution militaire en Libye », a indiqué le chef de la diplomatie française lors d'une conférence de presse à la veille de la 74^e Assemblée générale des Nations unies. Jean-Yves Le Drian a ajouté : « Ceux qui le pensent se trompent et risquent d'entraîner ce pays dans une dérive dramatique ».

Il faisait une allusion apparente à l'homme fort de l'est libyen, le maréchal Khalifa Haftar, qui a lancé une offensive sur Tripoli en avril, et aux pays qui soutiennent militairement les différents acteurs du conflit libyen. Le ministre français des Affaires étrangères a souhaité que la spirale de violences soit arrêtée en Libye. « Cette réunion sera, je l'espère, le premier pas vers un processus qui aboutira à une conférence internationale (...). Nous sommes totalement en phase avec l'Italie puisque c'est avec mon collègue italien que je vais présider cette réunion », a-t-il souligné.

Le 7 septembre, les forces loyales au maréchal Khalifa Haftar avaient rejeté un appel de l'ONU à reprendre des discussions, estimant qu'une solution militaire était la plus à même de résoudre le conflit.

Ancienne puissance coloniale en Libye, et rivale de la France sur un certain nombre de projets pétroliers dans le pays, l'Italie s'est agacée des initiatives prises par le président français, Emmanuel Macron, en 2017 et 2018, pour tenter de résoudre la crise libyenne, et notamment du soutien apporté par Paris au maréchal Khalifa Haftar. Interrogé sur le rôle de l'homme fort de la Cyrénaïque sur les discussions inter-

libyennes qui seront organisées à l'issue de la conférence internationale, Jean-Yves Le Drian a dit qu'il appartient au peuple libyen de se prononcer sur le sujet. « Le maréchal Haftar, ce n'est pas moi qui vais dire son rôle, ce sont les Libyens », a-t-il déclaré.

Plusieurs analystes pensent que la crise libyenne perdure parce que certaines puissances sont accusées de mener une guerre par procuration dans le pays, plon-

« Le but c'est d'embrayer sur un processus politique. Il n'y aura pas de solution militaire en Libye »

gé dans le chaos depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi après une révolte. Parmi ces pays figurent les Emirats, l'Égypte et l'Arabie saoudite qui sont accusés de soutenir le maréchal Haftar, mais aussi le Qatar et la Turquie qui appuient le gouvernement d'union nationale de Fayez al-Sarraj. Outre la France et l'Italie, la réunion sur la Libye associera aussi les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Allemagne, les Emirats arabes unis, l'Égypte et la Turquie ainsi que des organisations régionales (Union européenne, Union africaine et Ligue arabe). Les Nations unies estiment que depuis avril, les combats en Libye ont fait 1 093 morts, 5752 blessés et forcé cent vingt mille personnes à quitter leur foyer.

Nestor N'Gampoula

TOGO

Le budget 2019 augmenté à 2,5 milliards de dollars

Le Conseil des ministres a adopté, la semaine dernière, un projet de loi de finances rectificatif de la gestion 2019 qui porte le budget national à près de 2,5 milliards de dollars américains, en augmentation de 2,8%, d'après le communiqué officiel.

« Le projet de loi de finances rectificatif est projeté à 1501,9 milliards de francs CFA (2,524 milliards de dollars américains) contre 1461 milliards de francs CFA (2,455 milliards de dollars américains) dans la loi de finances initiale, soit une hausse de 2,8% », peut-on lire dans le communiqué.

« Le présent projet de loi de finances rectificatif, gestion 2019, permet au gouvernement de réajuster les prévisions de dépenses en fonction des recettes initialement attendues », ont expliqué les autorités togolaises.

Elles ont ajouté que le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des réformes structurelles en vue d'une grande efficacité dans la gestion des dépenses publiques,

dans le cadre de l'exécution de la loi de finances gestion 2019.

« De plus, la mise en œuvre du PND (Programme national de développement) a nécessité des modifications de certaines dispositions du code général des impôts », ont-elles souligné.

Prévu sur 2018-2022, le PND est fondé sur trois axes avec un coût total de 8,3 milliards de dollars américains dont 65% seront mobilisés auprès du secteur privé.

Il vise la transformation structurelle de l'économie togolaise pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois, notamment la réalisation d'un taux de croissance économique de 7,6% d'ici à 2022.

Xinhua

ALGÉRIE

Un arsenal de guerre saisi à la frontière malienne

Le ministère algérien de la Défense nationale a annoncé la découverte d'une importante quantité d'armes, dont une mitrailleuse lourde et dix obus de mortiers, près de la frontière avec le Mali.

Des membres de l'Armée nationale populaire (ANP) de l'Algérie ont découvert une cache contenant une importante quantité d'armes et de munitions près de la bande frontalière sud, à Tamansasset, selon un communiqué.

A en croire le document, l'arsenal contenait une mitrailleuse lourde de type KPVT de calibre 14,5 mm, deux pistolets mitrailleurs, trois fusils semi-automatiques, dix obus de mortiers de calibre 82 mm, ainsi que trois cent quatre-vingt-huit fusées et

huit cent quarante-sept cartouches de différents calibres. « Ces résultats réalisés sur le terrain réitérent, une fois de plus, l'engagement et la résolution des unités de l'Armée nationale populaire à sécuriser nos frontières et à déjouer toute tentative d'atteinte à l'intégrité et la sécurité du territoire national », souligne le ministère algérien de la Défense.

Parallèlement, un détachement de l'ANP a découvert et détruit cinq bombes de fabrication artisanale dans la région de Collo de la wilaya de Skikda, dans le nord-est du pays, indique ce ministère.

Auparavant, une mitrailleuse lourde de 14,5 mm et deux cent quarante cartouches avaient été trouvées par une patrouille militaire près de la frontière malienne.

Noël Ndong

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Brigitte Levat rentre d'une mission au Congo

Missionnée cet été par l'Institut de formation aux métiers de la ville (IFMV) et le Cercle des amis du Congo, l'écrivaine-journaliste, membre du bureau, a mené plusieurs consultations de solidarité internationale dans le pays.

Au cours de sa mission, Brigitte Levat a séjourné tour à tour à Brazzaville, Pointe-Noire, Nkayi, Mouyondzi et Dolisie. Dans ces localités, elle a rencontré des interlocuteurs congolais avec lesquels elle a partagé le quotidien en toute simplicité. Puis, durant deux semaines, elle a vécu en immersion au camp des Amis de Don Bosco avec le père Alain Loemba-Makosso, vicaire général du diocèse de Pointe-Noire et fondateur de ce groupe.

Sur invitation de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Gouesso, elle a pu participer à point nommé au lancement des travaux de la construction et de la réhabilitation du Centre de formation des maîtres à Mouyondzi, dans le département de la Bouenza.

A Nkayi, sa séance de travail avec le maire de la ville, Gaston Mampassi, s'est dé-



roulée dans le cadre de la préparation des premières assises franco-congolaises de

la coopération décentralisée qui auront lieu dans cette localité, du 3 au 5 décembre de

Antoinette Sassou N'Gouesso et Brigitte Levat l'année encours.

Aux responsables de la Maison des séniors Kambissi de

Mfilou et de l'orphelinat de Notre-Dame de Nazareth de la sœur Marie Thérèse On-gayoulou, la missionnaire de l'IFMV a fait don d'un lot de matériel venu de France, produit de la collecte de Lens.

Au terme de sa mission, Brigitte Levat a été reçue par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, pour évoquer le programme de formation des formateurs, soulignant qu'il avait bien évidemment tout le soutien de l'IFMV.

De retour de cette fructueuse mission, Brigitte Levat a avoué «être tombée amoureuse du Congo-Brazzaville» et se dit prête à aller s'y installer pour animer le bureau IFMV dans ce pays, dont le siège est basé au sein de l'Institut universitaire de Brazzaville.

Marie Alfred Ngoma

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

3^{ème} ÉDITION

MBOITÉ Hip Hop

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 23 AU 29 SEPTEMBRE 2019

MARDI 24 SEPTEMBRE
18h30 : Ciné-club : La sirène de Faso Fani

MERCREDI 25 SEPTEMBRE
15h00 : Débat d'idées : « Les effets pervers de la loi de finance 2019 »
19h00 : Mercredi à la cafétéria : Embeudah Musik

JEUDI 26 SEPTEMBRE
15h00 : Rencontre littéraire : Les vœux du larynx

VENDREDI 27 SEPTEMBRE
18h00 : Restitution des formations du Programme Vivendi Create Joy / Universal Group

SAMEDI 28 SEPTEMBRE
14h00 : Festival : 3^{ème} édition Mboté Hip Hop présenté par Juliette Fievet (Légendes Urbaines – RFI), KMF et Maxi Tenace. Avec Alesh, In-noss'B, Biz Ice, Makhamba Malechek, Key Kolos, Young Ace, A6, I DANCE et les gagnants tremplin 2019.

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE
Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET
Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Chemises à rabat
Cartes de visite
Livres
Calendriers
Flyers, Affiches

Magazines
Dépliants

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Gouesso
Brazzaville - République du Congo

PARTENARIAT

La compagnie Chevron entend soutenir l'action des premières dames d'Afrique

Le vice-président de l'entreprise pétrolière américaine, zone Afrique centrale, Dereck Magness, a échangé, le 22 septembre à New York, avec l'épouse du chef de l'Etat congolais, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad) à qui il a émis le vœu de soutenir cette structure.

« Nous avons discuté des projets que nous avons pu réaliser au Congo en matière de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la santé de la population, notamment sur le VIH/sida. Cette rencontre nous a permis de comprendre le rôle que l'épouse du chef de l'Etat joue en sa qualité de présidente de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement ; d'examiner les priorités, et voir dans quelle mesure les accompagner dans la mise en œuvre de leur action », a déclaré Dereck Magness, au sortir de l'audience avec Antoinette Sassou N'Guesso.

En outre, le groupe Chevron souhaite également nouer un partenariat avec la Fondation Congo Assistance que dirige la première dame du Congo depuis plus de trente ans.

« L'entreprise Chevron est au Congo depuis plusieurs années. Nous travaillons avec la population et autres partenaires pour réaliser plusieurs projets. Aujourd'hui, ça été une opportunité de discuter avec la première dame afin d'élaborer un agenda de travail, non seulement avec la Fondation Congo Assistance, mais aussi avec l'Opdad au



La présidente de l'Opdad en audience avec la délégation de Chevron

sein de laquelle elle joue le rôle de première dame d'Afrique », a-t-il précisé. Le responsable de Chevron était en compagnie de Katia Mounthault, directrice des relations publiques et gouvernementales.

Signalons qu'à New York, l'épouse

du chef de l'Etat congolais prendra part à l'assemblée générale de l'Opdad, dont elle assure la présidence depuis quelques mois. Au cours de cette rencontre, les premières dames d'Afrique participeront à des tables rondes pour la mise en œuvre rapide de leurs

priorités définies dans le plan stratégique dans trois ans. L'occasion sera bonne également pour ces femmes leaders et engagées d'assister à la passation officielle de pouvoir entre Sikka Adjaovi Kaboré (ancienne), et Antoinette Sassou N'Guesso, récemment élue à la tête de cette organisation panafricaine.

L'Opdad a pour missions, entre autres, de contribuer à la santé et au bien-être des enfants, des jeunes et des femmes, par le plaidoyer visant la mobilisation des ressources et des partenaires stratégiques. Nouvelle-

ment créée, cette organisation avait déjà adopté son plan stratégique pour 2019-2023, qui décrit les principales thématiques sur lesquelles les premières dames travailleront. Il s'agit notamment de la poursuite de l'objectif de réduction des nouvelles infections à VIH et de la mortalité liées au sida et aux maladies non transmissibles ; l'égalité des sexes ; l'autonomisation des femmes et des jeunes; la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile; la sécurité et la protection sociale.

Yvette Reine Nzaba

La compagnie Chevron est basée en Californie. Elle est présente dans plus de cent quatre-vingts pays et œuvre dans chaque aspect de l'industrie du pétrole et du gaz : exploration et production ; raffinage, vente et transport ; fabrication et vente de produits chimiques ainsi que la production d'électricité. Ce géant américain développe depuis plusieurs années le champ gazier et pétrolier de Lianzi, à cheval entre les zones maritimes de l'Angola et du Congo.

LUTTE CONTRE LES GROSSESSES PRÉCOCES

Le Mojecra et le Canada multiplient les stratégies

Le Mouvement des jeunes congolais pour la réflexion et l'analyse (Mojecra) que préside Daniel Oba a lancé, le 21 septembre à Oyo, dans le département de la Cuvette, la campagne de sensibilisation des jeunes filles de la localité aux méfaits des grossesses précoces.

La campagne s'inscrit dans le cadre de la poursuite du programme d'action 2019 du Mojecra, axé sur l'appui à l'éducation morale et aux changements de comportements en milieu social. Elle intègre la liste des réalisations des cinq projets que cette organisation exécute en partenariat avec le Fonds canadien d'initiative locales, qui lui a apporté un appui financier pour la sensibilisation de cinq cents jeunes filles et filles-mères de la commune d'Oyo aux dangers des grossesses précoces.

L'objectif principal de cette première phase de sensibilisation est de permettre aux jeunes fille de la localité d'avoir une connaissance accrue sur les conséquences somatiques, sociales et psychologiques des grossesses avant l'âge adulte requis. Ceci, afin de leur encourager à changer de comportement.

Parlant des causes et conséquences des grossesses précoces, le président du Mojecra, Daniel Oba, a précisé que celles-ci sont souvent liées au manque d'information et de l'éducation sexuelle, aux mariages forcés, aux violences, aux abus sexuels, à l'incapacité ainsi qu'à l'irresponsabilité des parents à accomplir leur devoir en matière de l'éducation et de faire face aux besoins fondamentaux des enfants.

« Les filles, surtout celles qui sont vulnérables, sont victimes de violence et des abus sexuels non protégés.



La photo de famille

Elles sont exposées aux grossesses précoces », a-t-il signifié, ajoutant que parmi les causes de ce fléau figurent aussi les chocs culturels, la déviance juvénile, les pressions des mauvais amis, les mauvaises cultures étrangères, l'influence des personnalités emblématiques. Ainsi, tout cela contribue au développement des comportements antisociaux, aux actes de prostitution et d'atteinte à la pudeur.

Cent quatre-vingt-quatorze jeunes filles meurent chaque

jour à cause des grossesses précoces

Etayant les statistiques des cas de décès liés aux grossesses précoces, le responsable du Mojecra a souligné que selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de cent quatre-vingt-quatorze jeunes filles meurent chaque jour des suites d'une grossesse précoce et cela est enregistré dans les pays en développement. Selon l'expertise, une fille sur trois est enceinte avant l'âge de 18 ans et met sa vie ainsi que celle de son enfant en péril. 58% de filles ne

retournent plus à l'école après avoir eu un enfant.

Intervenant en sa qualité de médecin chef du district sanitaire d'Oyo-Alima, Elie Jérôme Gakosso-Mboussa a indiqué qu'une grossesse précoce est celle qui vient avant l'âge adulte, notamment avant 18 ans. Ainsi, comparativement à d'autres localités, dans la commune d'Oyo, les données de 2018 révèlent que le nombre de filles enceintes reçues, notamment celles dont l'âge est compris entre 10 à 14 ans est de dix-sept filles et celui dont l'âge se situe entre 15 à 19 est de trois

cent douze, soit 20%, et le nombre des filles qui ont accouché par césarienne est de douze, soit 27%.

« Une grossesse précoce a des conséquences graves, à savoir les risques de malformation congénitale, les troubles de développement, les insuffisances pondérales, l'immaturation de l'utérus, la malnutrition et l'anémie. Ce qui fait baisser le taux d'apprentissage. Et, la grossesse précoce a un haut risque tant sur le fœtus que sur le futur bébé », a-t-il précisé, ajoutant que les moyens de lutte contre ce fléau passent par l'éducation sexuelle, les campagnes de sensibilisation, le contrôle médical et le soutien affectif de la famille.

Appréciant l'initiative, le maire de la commune d'Oyo, Gaston Yoka, a reconnu que le choix porté sur la localité était un honneur. Car en sensibilisant la jeune fille, c'est toute la nation qui est sensibilisée, a-t-il estimé, parce que ce message sera relayé et atteindra tout le pays. « Mesdames et mesdemoiselles, vous aviez été choisies pour prendre part à cette cérémonie qui est à votre avantage, d'autant plus que vous serez informées sur tout ce qui concerne le planning familial. Ces informations sont importantes pour votre avenir et il ne faut pas les garder pour vous-mêmes. Il s'agira donc de les partager aux autres et de les capitaliser », a conclu le maire d'Oyo.

Rock Ngassakys

ENVIRONNEMENT

L'ONU déclare l'urgence climatique

Une soixantaine de dirigeants mondiaux sont à l'ONU pour un sommet sur l'urgence climatique.

«L'urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre, mais nous pouvons la gagner», a lancé lundi le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avant de demander aux dirigeants d'annoncer des révisions à la hausse de leurs plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Moins de la moitié des cent trente-six chefs d'Etat et de gouvernement qui viennent cette semaine à New York pour l'Assemblée générale participent au sommet climat. Les Etats-Unis seront les grands absents ainsi que le Brésil et l'Australie tandis que la Chine s'exprimera par la voix de son chef diplomate, Wang Yi.

Soixante-six Etats ont souscrit à l'objectif d'une neutralité carbone d'ici à 2050. Jusqu'à présent, seule une vingtaine de pays ont inscrit cet horizon dans leur loi nationale ou engagé ce processus.

Il reste que les promesses engagées à New York n'auront pas de valeur légale. Le sommet n'est qu'un «tremplin» vers la réunion COP26 de Glasgow fin 2020, quand les pays sont censés soumettre à l'ONU des engagements révisés à la hausse de lutte contre le changement climatique. À ce jour, seuls cinquante-neuf des 195 signataires de l'accord de Paris ont annoncé leur intention de le faire et les Etats-Unis n'en font pas partie. Les cinq années passées devraient constituer la période la plus chaude jamais enregistrée, selon un rapport publié dimanche par l'ONU. La Terre est en moyenne plus chaude d'1°C qu'au XIXe siècle, et le rythme va s'accélérer.

500 millions de dollars pour les forêts

Peu avant l'ouverture du sommet, de nouveaux programmes ont été annoncés pour l'Amazonie et les autres forêts tropicales, avec un financement d'environ cinq cents millions de dollars supplémentaires.

La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ou encore l'ONG Conservation International ont annoncé des programmes d'aide, avec le soutien financier de bailleurs. L'Union européenne mettra à disposition jusqu'à 190 millions dans le cadre de ses programmes de coopération et de développement, tandis que Conservation International apportera vingt millions de dollars. L'objectif est de financer des projets pour la préservation de la biodiversité, le développement d'une chaîne de valeur durable, la gestion durable des sols, la promotion des savoirs traditionnels et la coopération transfrontalière.

D'après AFP

CONTREFAÇON PHARMACEUTIQUE EN AFRIQUE

Création d'une nouvelle organisation de lutte contre les faux médicaments

Dans le cadre des objectifs poursuivis par l'Association des industriels pharmaceutiques en Afrique francophone subsaharienne (Lipa), ses responsables ont appelé, le 23 septembre, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, à la mise en place de « véritables politiques concertées et harmonisées » entre les pays où « les besoins de santé et les maladies non transmissibles sont en hausse ».

La nouvelle organisation pharmaceutique africaine a été créée pour lutter contre les faux médicaments qui « tuent et livrent une concurrence déloyale » sur un marché de 1,5 milliard de dollars par an en Afrique subsaharienne francophone, ont affirmé ses responsables. « En Afrique francophone, le pouvoir d'achat reste faible. Un marché parallèle s'est créé avec des frontières relativement poreuses, favorisant la circulation des médicaments contrefaits et toxiques », a dénoncé le président de la Lipa, Frédéric Lieutaud. Implantée dans quinze pays d'Afrique francophone subsaharienne abritant 250 millions d'habitants, la Lipa veut être « un acteur majeur dans la lutte contre la contrefaçon et les médicaments de la rue », a ajouté son président.

De son côté, Hervé Boni, secrétaire général de l'Ordre des pharmaciens en Côte d'Ivoire, dont la capitale économique Abidjan abrite le plus grand marché de produits illicites d'Afrique de l'ouest, a invité les pays concernés à lutter efficacement contre le fléau. « Il faut démanteler les marchés de faux médicaments et les détruire pour que la population ait accès à des produits de bonne qualité », a-t-il insisté.

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé, l'usage de faux médicaments entraîne près de cent mille décès par an en Afrique. Et quelque 42% de médicaments en circulation en Afrique subsaharienne sont falsifiés, ce qui en fait la région du monde la plus touchée par ce trafic contrôlé par le crime organisé.

Pour l'Institut international de recherche anti-contrefaçon de médicaments basé à Paris, en France, les criminels profitent du fait qu'à l'inverse du trafic de stupéfiants, le commerce de faux médicaments demeure largement impuni dans le monde. C'est pour la simple raison qu'il est considéré comme « un simple délit de violation de la propriété intellectuelle », que ces derniers ne sont pas poursuivis, souligne-t-on, précisant que ce commerce est « responsable de centaines de milliers de morts par an ».

Nestor N'Gampoula

CONGO/RUSSIE

Le nouvel ambassadeur de Russie entend redynamiser la coopération entre les deux pays

Gueorguy Tchepik a dévoilé ses ambitions diplomatiques en République du Congo, le 23 septembre à Brazzaville, à l'issue d'une audience que lui a accordée le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba.

Nouvellement affecté à Brazzaville, Gueorguy Tchepik cresse bien l'ambition de porter encore plus haut l'étendard des relations bilatérales entre son pays et le Congo.

Au cours de leur échange, le diplomate russe a réitéré au président de la chambre basse du parlement sa volonté de poursuivre et de diversifier la coopération avec le Congo, avec le même engagement que son prédécesseur. « Avec le président de l'Assemblée nationale, nous avons passé en revue, volet par volet, la coopération entre les deux Etats. Nous avons relevé la nécessité de la poursuivre dans les domaines économique, huma-



Gueorguy Tchepik titulaire et de la formation des cadres, des secteurs très importants dans la redynamisation des relations », a indiqué Gueorguy Tchepik.

Les deux interlocuteurs ont aussi parlé de la nécessité de relancer la coopération parlementaire entre le Congo et la Russie. De même, ils ont évoqué le premier sommet Russie-Afrique qui se tiendra en octobre dans la ville de Sotchi, où l'ambassadeur a souhaité la participation personnelle du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Isidore Mvouba et le diplomate russe sont, au dernier moment, revenus sur la dernière mission du président de la République en Russie où il a eu des entretiens en tête-à-tête avec son homologue Vladimir Poutine, et signé plusieurs accords socio-économiques.

Firmin Oyé

TOURNOI DE FOOTBALL ECO-OIL ENERGIE

Favela et Phoenix sacrés champions de la deuxième édition

Lors des finales qui se sont disputées récemment aux stades Saint-Denis à Mpila et Marchand à Baongo, Favela de Baongo et Phoenix de Poto-Poto ont remporté les coupes mises en jeu, respectivement dans les parties nord et sud de Brazzaville.



La compétition fédératrice a regroupé durant un mois quarante-huit équipes dont vingt-quatre venues de Brazzaville sud et les vingt-quatre autres de la partie nord. Organisé par la société Eco-Oil Energie ce tournoi vise la renaissance du football congolais à travers la détection des jeunes talents.

En effet, au stade Saint-Denis à Mpila où s'est jouée la finale entre Phoenix et le FC Mbaka, l'équipe championne a largement dominé son adversaire puisqu'elle a inscrit trois buts dès la première mi-temps avant d'enfoncer le clou à la seconde. Le pénalty transformé par FC Mbaka n'a pas impacté le score final, 4-1.

Du côté du stade Marchand où a

eu lieu l'autre finale, le vainqueur de la précédente édition, Sirop Moudongo, s'est incliné 1-2 face à la Favela. Notons que dans la zone sud, ce tournoi a rendu hommage à Nzabana Jadot tandis que la coupe de la partie nord a été dédiée à Patrick Mvouayamadé. Les quatre premières équipes ont reçu des trophées, des équipements sportifs ainsi que des enveloppes en guise d'encouragement.

En dehors de Brazzaville, d'autres départements du pays ont goûté à cette expérience pour la première fois. Il s'agit de Dolisie dans la Niari; Pointe-Noire; Nkayi dans la Bouenza; et Oyo-Ollombo pour le compte des Plateaux et de la Cuvette. A Dolisie, l'honneur est

Le capitaine de la Favela recevant le trophée revenu à Dominique Kiemba « Petit Pélé ». Dans cette ville, Olympic de la localité a pris le dessus sur US Bantou en finale. Au stade municipal le Village, à Nkayi, l'on a célébré Alexis Mouléo Tondo, ancien sociétaire d'Elecsport de Bouansa. L'équipe de Kanga Mbandzi a eu raison de la formation de Place de la République à l'issue de la loterie des tirs au but (5-4), les deux équipes s'étant neutralisées 0-0 pendant les 90 mn. Il sied de souligner que les différents vainqueurs vont se retrouver à Ouesso, dans la Sangha, où va se jouer un mini-championnat d'où sortira le champion des champions, nous a confié Brice Tsongo Makoye.

Rude Ngoma, stagiaire



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE
PROJET LISUNGI-SYSTÈME DE FILETS SOCIAUX
UNITÉ DE GESTION DU PROJET

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N°001-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-19 « Relatif au recrutement d'un auditeur interne à temps partiel pour le Projet Lisungi »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Agence Française de Développement (AFD) un crédit pour financer le programme LISUNGI-Système de Filets Sociaux, et se propose d'utiliser une partie des fonds pour recruter un auditeur interne à temps partiel du projet Lisungi.

2. Sous l'autorité du Coordonnateur du Projet, l'auditeur interne à temps partiel a pour missions principales de (i) Evaluer l'application effective des manuels d'exécution / manuels de procédures ainsi que des procédures administratives et financières, et le contrôle interne du fonctionnement de l'Unité de Gestion du Projet, (ii) Evaluer toutes les fonctions administratives, financières et techniques du projet en se référant aux normes et méthodologie d'audit interne généralement appliquées, (iii) Evaluer la performance opérationnelle et organisationnelle du projet et proposer toute amélioration pouvant permettre un maximum d'efficacité et d'efficience, (iv) Appuyer l'Unité de Gestion du Projet dans la préparation de tous les audits externes et assurer la pérennisation des actions.

Plus précisément, l'auditeur interne à temps partiel sera chargé de réaliser, entre autres les principales tâches suivantes :

- Evaluer l'application des manuels d'exécution et des procédures administratives et financières aussi bien au sein de l'Unité de

Gestion du Projet qu'auprès de ses bénéficiaires et partenaires ;

- Identifier les faiblesses et proposer la mise à jour des manuels d'exécution et des procédures administratives et financières et s'assurer de leur application effective ;
- Evaluer le système de contrôle interne en vigueur au sein de l'Unité de Gestion du Projet et proposer d'éventuelles améliorations ;
- Effectuer un audit continu de la performance du dispositif de contrôle interne / identifier les faiblesses et proposer les mesures correctives ;
- Identifier et détecter les risques liés aux opérations comptables et financières du projet et recommander des mesures pour anticiper leur occurrence ;
- Evaluer la fiabilité des opérations comptables et financières du projet et proposer des améliorations dans l'organisation, sur les procédures de travail ;
- Conduire de manière inopinée ou participer à l'inventaire physique périodique des actifs acquis dans le cadre du projet (immobilisation, stocks de fournitures, caisses) ;
- Evaluer la performance du projet en termes opérationnel et identifier les possibilités d'amélioration ;
- Identifier les risques liés à l'organisation et à la gestion du projet et proposer des mesures pour les anticiper ou les corriger ;
- Vérifier l'exécution financière du PTBA avant chaque audit externe ;

3. L'auditeur interne à temps partiel sera recruté pour une durée d'une année, avec des interventions intermittentes, avec une période probatoire de 6 mois.

4. L'auditeur interne à temps partiel travaillera à Brazzaville, au siège du projet Lisungi.

5. Les principales qualifications de l'auditeur interne à temps partiel sont les suivantes :

- Avoir un diplôme universitaire d'études supérieures (minimum BAC+4) dans le domaine comptable et financier ou équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle de 05 ans au moins en tant qu'auditeur au sein d'un cabinet d'audit et d'expertise comptable ;
- Justifier d'une expérience dans l'audit des projets financés par les principaux bailleurs de fonds ;
- Avoir une bonne connaissance des projets financés par les Agence Française de Développement et la Banque Mondiale ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures administratives et financières et des diverses directives de passation des marchés et de décaissement de l'Agence Française de Développement et de la Banque Mondiale ;
- Une bonne connaissance des systèmes de gestion financière informatisée et des logiciels de comptabilité générale, analytique, budgétaire et financière et de gestion de projet ;
- Un sens marqué de l'organisation, de la

responsabilité, de la rigueur et de l'intégrité.

6. Les dossiers de candidature (lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet Lisungi-Système de Filets Sociaux, Curriculum Vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications pour le poste, copies des diplômes, copies des attestations ou certificats de travail) sont à déposer au plus tard le 08 octobre 2019 à 13H00 aux adresses ci-dessous, sous pli fermé et portant la mention « Avis d'appel à candidature N°001-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-19, relatif au recrutement d'un auditeur interne à temps partiel » ; « A n'ouvrir uniquement qu'en séance d'analyse des dossiers de candidatures ».

7. Les renseignements complémentaires relatifs à cet avis pourront être obtenus au siège du Programme LISUNGI-Système de filets sociaux, sis ancien siège du PARSEGD, Forêt de la Patte d'Oie, derrière le Tennis club, Route de l'aéroport, Brazzaville (République du Congo). Tél : (+242) 06 664 49 19 / 05 359 77 78 ; E-mail : lisungiprojet@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 23 septembre 2018

Le Coordonnateur

Alfred Constant KIAKOUAMA

NÉCROLOGIE

Le coach Black-Jo a la douleur de faire part aux amis de Kinshasa, au pasteur Mbayo Kitengué Amos, Adonis Mbami, Gaston Tshimini Kalala, Yvette Boweya et aux anciens joueuses et joueurs de Shintu Hand-ball club de Matété, du décès de son épouse Mme Thongo Marie Delphine, survenu le 13 août 2019 à Brazzaville. Une messe d'action de grâce au Seigneur sera dite le jeudi, 26 septembre 2019, à 15 heures, en la paroisse Notre Dame de l'Assomption (derrière l'Hôpital militaire) à Brazzaville
Pensées pieuses en sa mémoire.



Sandrine Atipo, Véronique Adouki agents télé congolais, le colonel Mvoula Imono Mbani Alaska, les familles Adouki et Mvoula Imono annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, nièce et petite fille Mvoula Véronique Marie Divine survenu le mercredi 18 septembre 2019 au CHU de Brazzaville
Le deuil se tient au n°237 de la rue bandza vers le général Ndengue
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement



PROGRAMME DES OBSÈQUES DE JOSIAS LEGNOKI

Mme Itoua née Charlem Léa Legnoki, journaliste au quotidien Les Dépêches de Brazzaville, Symphorien Legnoki, Raïssa Legnoki, l'adjudant Ngambomi Roland, Tsoumou Legnoki Ibanes et tous les enfants Ngambomi informent les parents de Pointe-Noire, Mossaka, Loukolela, Impfondo, Bomioko et Bokombo ainsi que les amis et connaissances que le programme des obsèques de leur frère, Josias Legnoki, se présente de la manière suivante :

Date: le 24 septembre 2019

9h00: levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville suivie du recueillement sur place;

12h00: départ pour le cimetière privé La Grâce;

15h00: retour au domicile familial, n°3 de la rue Souanké / Talangai Brazzaville.



REMERCIEMENTS

M. Gaston Gakosso remercie les autorités nationales, les diplomates étrangers en poste à Brazzaville, les parents, amis et connaissances pour la compassion, la solidarité et le soutien multiforme dont ils ont fait témoignage lors du décès (le 25 août 2019) de leur beau-frère, Jose Cristovao Kibululu
Deus Magnus, Gloria Dei!



IN MEMORIAM

En ce 45^e jours de son rappel à Dieu sa veuve Flore Léocadie Pella et leurs enfants : Audron Fraise Bonza, Sydney Fraise Bonza, Paolini Fraise Bonza et Jérémie Fraise Bonza, très sensibles aux nombreuses marques de compassion, d'affection, de soutien spirituel et matériel dont ils continuent d'être l'objet et dans l'impossibilité de toucher individuellement chacun, vous remercient vivement et vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude et de leur infinie reconnaissance.



ELIMINATOIRES CHAN 2020

Le Congo sur la bonne voie

Les Diables rouges ont arraché un nul encourageant, le 22 septembre à Malabo, 2-2 face au Nzalang nacional de Guinée équatoriale, en match aller du tour qualificatif. Ce résultat leur permet de garder intactes leurs chances de qualification pour la troisième phase finale de leur histoire après 2014 et 2018.

Le football congolais a multiplié les échecs ces derniers mois et ne compte plus que sur la qualification à la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan) pour mieux respirer et, de surcroît, éviter la saison blanche. Les premiers éléments de réponse venus du voyage de Malabo sont encourageants.

Les Diables rouges ont fait preuve d'une bonne réaction pour arracher un nul de deux buts partout en match aller du dernier tour des éliminatoires. Après une entame du match catastrophique marquée par deux buts de Pedro Oba Mbegono Asu concédés respectivement à la 11e et la 23e mn, les Congolais ont remis la tête à l'endroit avant la pause. La réduction du score par Mignon Etou Mbon, à la 28e mn, a redonné l'espoir à une équipe qui n'avait que peu d'arguments à faire valoir pendant quarante-cinq premières minutes.

Les Diables rouges ont montré un visage séduisant à la reprise, mettant plusieurs fois en difficulté les locaux jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause. Yann Mokombo qui venait de faire son entrée a remis les deux équipes à égalité à la 83e mn. Ce nul avec autant de buts permettra aux Diables rouges locaux d'aborder la manche retour avec un avantage psychologique conséquent. D'ailleurs, à défaut d'une victoire, deux possibilités s'offrent aux poulains de Barthélémy Ngatsono pour valider leur qualification (0-0 ou encore 1-1).

Mais attention à l'excès de zèle, car la Guinée équatoriale reste dans le coup. Une défaite des Diables rouges qualifierait le Nzalang pour le Chan, surtout que ces derniers jours, les Congolais ont pris la mauvaise habitude de rater les qualifications à domicile. Les joueurs, staff technique et même les dirigeants sportifs peuvent s'appuyer sur la contre-performance des U-23 contre la Zambie pour rectifier le tir. Le championnat qui commence le 5 octobre permettra à cette équipe des Diables rouges d'être plus en jambe.

James Golden Eloué et Destin Kelly (stagiaire)

FOOTBALL

Les Diables rouges dames ont un nouveau staff technique

Berjona Aymiphe Joraine Mbemba présidera désormais aux destinées de l'équipe nationale féminine, en remplacement de Joseph Madienguela. Sa nomination arrive quelques semaines avant le début de la compétition des pays de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac), à laquelle le Congo prendra part.



Les Diables rouges dames

La nouvelle promue travaillera sous la coordination technique de Jacques Ontsira et est secondée par Ella Carmelle Bayeni-Loukombo. Pascal Mountaro, Grégoire Eboué, Fulbert Kaditounounouko ainsi que Nicolas Kizari ont été respectivement nommés entraîneur des gardiens, médecin, kinésithérapeute et intégrant.

Juste après sa mise en place, le nouveau staff a d'ores et déjà commencé le travail puisqu'il vient de présélectionner une vingtaine de joueuses qui parti-

cipent, au stade Alphonse Mambat-Débat, au stage de préparation du tournoi de l'Uniffac. Après leur disqualification par les Panthères du Gabon, en avril dernier aux éliminatoires des Jeux Olympiques, les Diables rouges doivent faire bonne figure à cette compétition qui constituera un test pour le nouveau staff.

Liste des Diables rouges présélectionnées

Gardiennes

Chancelle Nakavoua Ngamakita
Ornella Batangouna

Kedine Milandou
Love Mafoumbi

Latérales

Flore Mabahou
Bénédicte Banzouzi
Ornella Mitessamani
Welcome Nzamba Nondo
Chancelvie Ngoteni

Défenseurs centrales

Tansylvie Manangou
Imelda Lemba Boungou
Nkaya Vilouka
Michelle Ondzié Mpouo

Milieux défensifs

Gabelle Ngouala
Rachelle Nzongani
Madami Milandou

Milieux offensifs

Angelle Mboukou
Yetosso Malaki

Excentrées

Christ Loufoua
Gloriane Moudjeli
Aminata Dembele
Sacré Taty

Avant-centres

Queen Nzoussi Bouanga
Paulmiche Mahouna
Reche Mavoungou

Rude Ngoma (stagiaire)

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Bulgarie, 10e journée, 1ère division

Ludogorest reste en tête du classement après sa victoire sur Arda (2-0). Remplaçant lors de la 9e journée et absent du groupe en Ligue Europa, Mavis Tchibota a enfin été titularisé par le nouvel entraîneur, Stanislas Genchev, nommé le 9 septembre en remplacement de Stoycho Stoev, dont il était l'adjoint.

Un bon centre en retrait à la 11e mn; un tir du gauche hors cadre à la 38e, et un but du droit, à la 86e, sur un bon service de Jordan Iko-ko. Son premier but de la saison en championnat...

Ecosse, 6e journée, 1ère division
Clevid Dikamona est entré en jeu à la 88e mn pour aider son équipe à conserver le score. Mission réussie par Heart of Midlothians qui rapporte les trois points du Easter Road Stadium Hibernians. Ce succès dans le derby d'Edimbourg permet au Heart de remonter à la 8e place.

Espagne, 5e journée, 3e division, groupe 4

Baron Kibamba était titulaire lors du déplacement de la réserve de Séville à Algeciras. Sorti sur blessure dès la 23e mn, il ne peut empêcher le naufrage de son équipe en fin de rencontre. Déjà blessé en début de saison, le défenseur international avait disputé les 3e et 4e journées.

Italie, 5e journée, 3e division, groupe C

Gabriel Charpentier était titulaire lors de la défaite d'Avellino face à Bisceglie (0-1). Le jeune attaquant de 20 ans, formé à Nantes, est arrivé le 2 septembre, prêté par le club letton du Spartaks Jurmala. Pour sa première apparition, le 15 septembre, le droitier a fait trembler les filets adverses.

Lettonie, 30e journée, 1ère division

Le Spartaks Jurmala bat Liepaja 4-2. Sans Alexandre Obambot dont la dernière apparition date du 25 juin. Le jeune milieu de terrain totalise onze matchs (six ti-

tularisations, 565 minutes de jeu) depuis son arrivée en mars.

Roumanie, 10e journée, 1ère division

Première titularisation de Juvhel Tsumou sous les couleurs du Steaua Bucarest face au CFR Cluj. Malgré sa présence pendant 74 mn, le score reste vierge et les deux équipes partagent les points.

Turquie, 5e journée, 1ère division

Sans Rhiévy Bifouma (tendon), le Yeni Malatyaspor prend un point face à Galatasaray (1-1). Et reste

au contact des Stambouliotes (7e avec un point de moins).

Ligue 2, 8e journée

Le Mans tombe à domicile contre Ajaccio (2-4). Après une première période terne, les Manceaux ont ouvert le score à la 47e mn, puis se sont écroulés avec trois buts encaissés en dix minutes. Rarement servi, Bevic Moussiti Oko, titulaire, a été averti à la 60e mn. Sans Fernand Mayembo, remplaçant, ni Alan Dzabana, en phase de reprise, Le Havre prend un point à Orléans (2-2). Première titularisation houleuse pour Bryan Passi lors du dépla-

cement de Niort à Valenciennes (1-1). Auteur d'une intervention trop engagée sur Romil, qui a fait l'objet d'un protocole commotion, l'ancien Montpelliérain a été averti à la 20e mn et a poursuivi le match avec un bandage sur la tête. Puis expulsé à la 81e pour un vilain tacle sur Brassier.

Lens enfonce Caen à D'Ornano (2-0). Pour ce match, l'entraîneur, Rui Almeida, avait choisi de se passer de Durel Avounou et Herman Moussaki, envoyés en tribune. A l'inverse, Prince Onian-gu a débuté sur le banc et est entré à la 57e mn. Auteur d'une entrée intéressante.

Yves Pambou n'est pas entré en jeu lors du match nul de Grenoble à Châteauroux (1-1).

Sans Ryan Bidounga et Mons Bassouamina, non retenus, Nancy corrige Chambly (3-0).

Sans Warren Tchimbembé, 19e homme, ni Eden Massouema, blessé à la cheville, Troyes l'emporte à Auxerre (2-1).

National 1, 8e journée

Après deux revers, Dunkerque se remet en route et Pau en fait les frais (1-4). Titulaire, Randi Gote-ni a été averti à la 38e mn.

Sans Messie Biatoumoussoka, qui évolue avec la réserve, Avranches l'emporte à Quevilly (1-0).

Sans Cédric Odzoumo, blessé, Bastia-Borgo fait match nul à La-Duchère (0-0).

Camille Delourme



Face à Arda, Mavis Tchibota a retrouvé le chemin du but et le sourire (DR/facebook)

EBOLA

Un deuxième vaccin pour lutter contre la maladie

Le nouveau produit sera introduit à partir de mi-octobre et cible avant tout les commerçants qui traversent régulièrement la frontière Goma-Gisenyi (Rwanda). Il ne sera administré que dans les zones non encore touchées par l'épidémie.

Selon le coordonnateur du secrétariat technique de la riposte contre Ebola, Jean-Jacques Muyembe, d'autres pays utilisent déjà le nouveau vaccin. « C'est un vaccin que les autres pays utilisent et pourquoi nous ne pouvons pas l'utiliser en RDC pour protéger notre population. Il ne faut pas confondre les deux vaccins. Le vaccin rVSV-ZEBOV utilisé actuellement concerne les zones infectées, à savoir les

provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, tandis que le deuxième vaccin sera utilisé dans les zones non infectées », a-t-il expliqué, établissant la différence entre les deux produits.

« Nous pensons d'abord à protéger tous ces petits commerçants congolais qui se rendent au Rwanda tout le jour, car au moins soixante-quatre mille personnes traversent chaque jour à la petite barrière de Goma pour aller au Rwanda.



Nous devons aussi protéger le Rwanda», a poursuivi le coordonnateur du secrétariat technique, assurant que ce vaccin ne présente aucun danger pour la population, ayant déjà été utilisé en Ouganda. « C'est la deu-

xième année qu'on continue à vacciner la population avec ce vaccin en Guinée. Actuellement, le Rwanda est prêt à utiliser ce vaccin pour protéger sa population », a-t-il fait savoir.

Produit par Janssen Pharmaceutica, une compagnie pharmaceutique belge filiale de Johnson & Johnson, basée à Beerse dans la province d'Anvers, ce vaccin se donnera en deux piqûres. La première piqûre protège contre le virus Ebola Zaïre et la seconde, qui se fait vingt-cinq ou cinquante jours plus tard, protège contre les autres virus Ebola (Soudan, Bundibudio, etc.). En République démocratique du Congo, rappelons-le, il y a deux virus qui circulent : le virus Ebola Zaïre et le type Bundibudio. Le vaccin J&J va protéger la population contre les deux.

Blandine Lusimana

FÉLIX TSHISEKEDI SUR TV 5

« La Belgique, c'est mon second Congo »

Il n'y avait pas meilleur hommage à l'ancienne puissance coloniale que le bout de phrase du chef de l'Etat; une manière pour lui de rendre l'ascenseur au pays qui a forgé sa conscience d'homme et avec lequel il n'a jamais coupé le cordon ombilical.

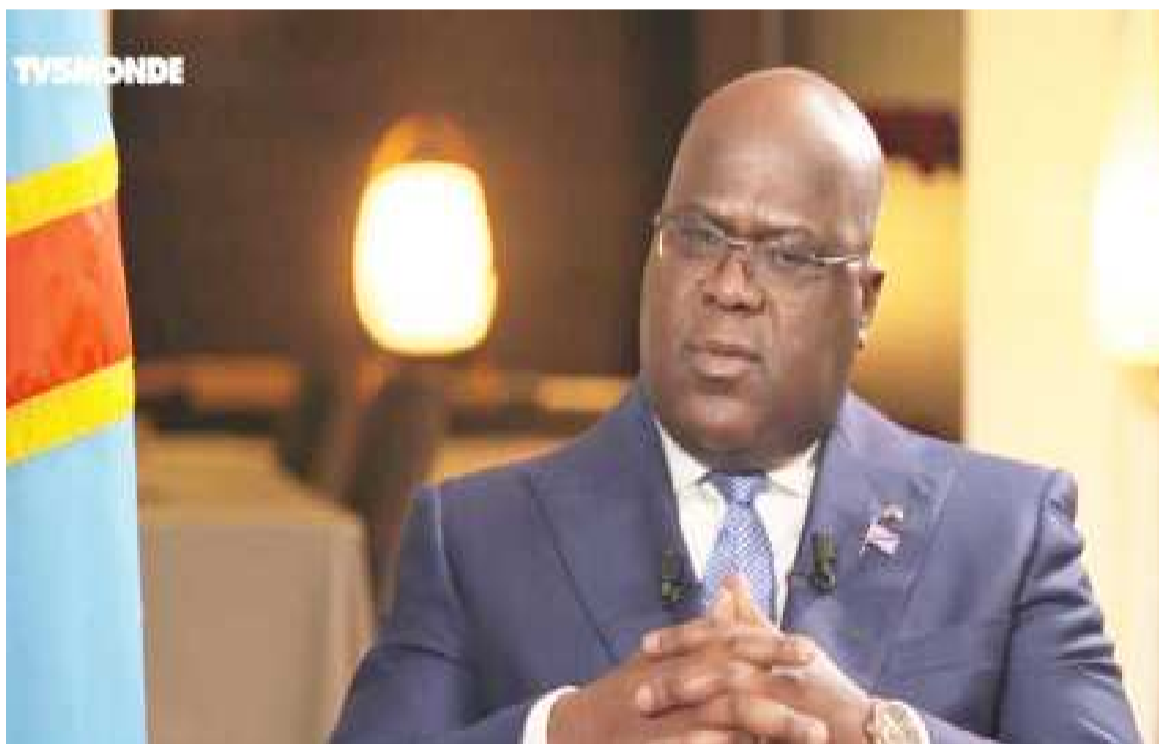
Depuis 1985, a indiqué Félix Tshisekedi, il est à cheval entre Kinshasa et Bruxelles, la capitale belge. Cette déclaration du chef de l'Etat congolais, le week-end sur le plateau de TV5 Monde dans sa tranche télévisée «Internationales», alors qu'il bouclait son séjour bruxellois de cinq jours, n'a rien d'une prime au paternalisme européen, ou encore d'un quelconque assujettissement auquel seraient astreints les Etats africains vis-à-vis de leurs anciennes puissances coloniales. Tout en comprenant le désir d'affranchissement de la tutelle occidentale qu'éprouvent certains de ses collègues chefs d'Etat, nostalgiques d'une époque coloniale déjà révolue, Félix Tshisekedi voit les choses autrement. Dans le contexte de globalisation qui réduit l'univers à un village planétaire, il prône l'égalité des peuples soutenue par un partenariat gagnant-gagnant. « Je ne vois pas comment nous pouvons vivre en autarcie sans partager les expériences des autres », a-t-il soutenu. Il se veut le défenseur d'une interaction entre les nations avec, à la clé, une coopération agissante qui place l'amitié au centre de tout.

Avec la Belgique, c'est tout une autre histoire. Pour Félix Tshisekedi, tout l'enjeu consiste à arrondir les angles pour trouver le point d'équilibre dans les relations belgo-congolaises qu'il veut sereines et sans nuages.

« Je suis là pour dire aux Belges que leur place est au Congo. Sous mon ère, je ne voudrai pas des tensions avec la Belgique », a-t-il lancé. Une profession de foi que justifie un sentiment enfoui dans son subconscient, celui d'être chez lui, dans son autre Congo. « Je ne

me vois pas être en conflit avec moi-même », a assuré le président de la République. C'était tout dire. Aux velléités indépendantistes que revendique un pays comme le Ghana qu'il reconnaît avoir atteint un niveau de performance économique, le Congo ne peut pas, de son avis, s'offrir le luxe de se délester de ses partenaires européens. « Nous n'avons pas la même situation », a précisé aussitôt le successeur de Joseph Kabila. C'est sur les réformes, du reste insuffisantes entreprises par son prédécesseur, que Félix Tshisekedi entend embrayer pour, a-t-il dit, permettre au pays « d'aller de l'avant ». Et de mettre aussitôt un bémol : « Pour le moment, nous avons besoin d'aide et le jour où nous dirons que nous n'en avons pas besoin, ce ne sera pas par méchanceté, mais par amitié », convaincu que ce jour où son pays pourra voler de ses propres ailes arrivera à coup sûr. En attendant, la normalisation avec l'ex-métropole est matérialisée par la signature de plusieurs mémorandums d'entente, quand bien même la vraie politique de coopération attendue avec elle sera le fait de son prochain gouvernement. Au chapitre économique, Félix Tshisekedi s'est affiché tel un chef de l'Etat porté vers l'avenir de son pays, concentré sur ses priorités et qui veut vite tirer un trait sur le passé.

« Aujourd'hui, les Congolais veulent la paix et la sécurité », a-t-il laissé entendre, allusion à la fixation faite notamment sur les présumés détournements imputés à l'actuel administrateur-directeur général de la Gécamines. Cette question, a-t-il dit, est du ressort des instances habilitées. Il en est



Le président Félix Tshisekedi

de même pour le dossier des officiels congolais sous sanctions européennes. Son plaidoyer pour la levée de ces sanctions tient à l'évolution positive de la situation politique dans son pays qui, dans l'entre-temps, a connu sa première alternance pacifique au pouvoir. Toutefois, a-t-il nuancé, ceux qui sont sanctionnés pour violation des droits de l'homme ne peuvent pas compter sur son appui. Il ne les défendra pas.

Une justice indépendante

« Nous voulons instaurer un Etat de droit qui implique une justice indépendante », a souligné le cinquième président du Congo indépendant qui refuse de se substituer aux Cours et tribunaux, notamment sur la sulfureuse affaire de quinze millions des dollars. Celle-ci, à l'en croire, s'inscrit dans le cadre des « retro commissions », une pratique qu'il entend combattre de toutes ses forces avec, en prime, la lutte contre la corruption qui passe nécessairement par un changement véritable des mentalités. La

création de l'Agence de lutte contre la corruption dotée des « pouvoirs bien précis » répond justement au souci de moralisation de la vie publique qui accapare désormais Félix Tshisekedi dans un Congo qui flirte avec le mal et banalise la corruption. Dans ce nébuleux dossier de quinze millions, il appartiendra à la justice de faire son travail pour découvrir le pot aux roses, a-t-il indiqué.

Quant aux crimes économiques, Félix Tshisekedi s'est dit disposé à ce que la boîte à pandore soit ouverte en remontant le temps, si possible, jusqu'à la période de l'AFDL, voire de l'indépendance, question de rétablir la vérité historique et les responsabilités. Il a fait observer à ce sujet qu'il y a eu de nombreux méfaits imputés gratuitement à l'armée nationale et à ses hauts officiers, sans toutefois les dévoiler par devoir de réserve. Egrenant succinctement sa politique économique fondée, entre autres, sur la diversification, Félix Tshisekedi a souligné l'impérieuse nécessité de mettre de l'ordre dans un secteur économique aujourd'hui marqué

par les fluctuations des cours des matières premières sur le marché international. Encadrer les creusiers artisanaux ainsi que les coopératives et tracer leur production, etc., font partie des actions qu'il entend entreprendre, soucieux de voir la République démocratique du Congo (RDC) fixer elle-même le cours du cobalt et d'autres minerais. Le temps est venu pour la RDC, nonobstant son déficit énergétique criant, de diversifier son économie, de transformer ses matières premières, de vivre des produits extraits de ses propres mines, a estimé le président de la République. Un vœu à inscrire dans la durée, mais qui n'empêche pas de lorgner ailleurs, vers l'agriculture, par exemple, qui peut régler le problème de la pauvreté avec l'autosuffisance alimentaire, permettre au pays d'exporter et renflouer les caisses du Trésor, selon le chef de l'Etat. Une manière pour lui de confirmer son slogan :

« La vengeance du sol sur le sous-sol ». A suivre.

Alain Diasso

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

Un buste en hommage au prix Nobel de la paix 2018

L'établissement a inauguré, le 16 septembre, un buste à l'effigie de Denis Mukwege, en présence de l'intéressé à l'occasion de sa première journée de cours.



Le Dr Mukwege lors de l'inauguration du buste

Le nom du Denis Mukwege, docteur en sciences médicales de l'Université libre de Bruxelles (ULB), chargé de cours à cette université et co-lauréat du prix Nobel de la paix, a déjà été donné

à l'auditoire du bâtiment J (campus Erasme) dans lequel il a pour habitude de donner ses cours ou de participer à des conférences. Son buste a été installé dans cet auditoire, une manière pour

l'ULB, indique cette université, de rendre hommage à cet enseignant et à son parcours exceptionnel.

« En inaugurant un buste de Denis Mukwege, l'ULB salue une fois encore celui qui chaque jour, au péril de sa vie, reconstruit, « répare » des femmes et des enfants, dont les corps ont été mutilés par des groupes rebelles en République démocratique du Congo. Son travail acharné a permis de mettre en lumière à travers le monde la gravité de la situation », fait savoir l'ULB. En 2015, plus de huit cents personnes avaient assisté à la défense de thèse de doctorat du Dr Denis Mukwege à l'ULB.

Le buste à l'effigie du médecin congolais a été réalisé par l'artiste française, Chantal Porras.

Patrick Ndingidi

Aménagement du territoire

Le programme de la réforme du secteur présenté au ministre de tutelle

Aggée Aje Matembo Toto a pris connaissance du travail à faire dans son ministère, le 21 septembre à Kinshasa, en présence du team leader du Programme des Nations unies pour le développement, Etienne De Souza, et du directeur de cabinet adjoint de ce ministère, Victor Tshikela. Le nouveau patron de l'Aménagement du territoire s'est non seulement rendu compte du niveau d'exécution de la réforme dans son secteur pour l'atteinte des objectifs fixés mais également de son implication et son appropriation de ce processus pour mobiliser les différentes parties prenantes.

Soucieux de voir ce programme gouvernemental aboutir, Aggée Aje Matembo a promis de prendre à bras le corps cette réforme en vue de faire de son ministère un moteur de développement pour la République démocratique du Congo (RDC) qui se veut être un pays développé à l'horizon 2050.

Pour sa part, Etienne de Souza s'est réjoui de constater que l'Aménagement du territoire a été reconduit comme ministère à part entière, ce qui démontre l'intérêt que le gouvernement accorde à ce secteur.

L'aménagement du territoire, a-t-il indiqué, offre à la RDC une opportunité unique de repenser sa stratégie de développement grâce à une bonne exploitation de son territoire. « Il est une réponse à la question sur comment valoriser la RDC à jouer son rôle de moteur de développement », a-t-il affirmé, tout en émettant le vœu de voir le processus de la réforme doter le pays d'une politique nationale, d'une loi-cadre, d'un schéma national d'aménagement du territoire et des guides méthodologiques pour l'élaboration des plans provinciaux et locaux en la matière.

Blandine Lusimana

PRIX NANSEN 2019

Evariste Mfaume, lauréat de la région Afrique

Le fondateur de l'ONG « Solidarité des volontaires pour l'humanité en République démocratique du Congo » œuvre dans la défense des droits des Congolais déplacés par le conflit, des réfugiés et de leurs communautés d'accueil.

Le prestigieux prix annuel rend hommage à des particuliers, des groupes et des organisations qui n'épargnent aucun effort pour protéger les réfugiés, les déplacés et les apatrides à travers le monde. Les lauréats régionaux pour l'Afrique, les Amériques, l'Asie, l'Europe et le Moyen-Orient ont été sélectionnés parmi plus de deux cents candidats nominés.

Depuis des années, explique le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Evariste Mfaume, 46 ans, défend les droits des Congolais déplacés par les conflits, ainsi que ceux des réfugiés et des communautés d'accueil. Il plaide pour que des terres leur soient allouées afin qu'ils puissent en tirer des revenus et reconstruire leurs vies. Evariste Mfaume a fondé, en 2003, l'organisation « Solidarité des volontaires pour l'humanité » au Sud-Kivu, sa région d'origine. « J'ai commencé ce travail dans un contexte politique très difficile. J'ai vu des personnes se faire tuer; des femmes se faire violer; des biens être pillés et

détruits. Mais en tant qu'être humain, j'ai ressenti en moi cet appel à défendre la dignité humaine, à mobiliser mon énergie pour agir », fait-il savoir. Il a lui-même été déplacé à plusieurs reprises avec sa femme et ses enfants.

Evariste Mfaume a commencé par dénoncer les violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo, puis dans les pays voisins en Tanzanie, au Burundi et au-delà, souligne le HCR.

Alors qu'il vivait dans le camp de Nyarugusu en Tanzanie en 2005, il a rencontré beaucoup de réfugiés congolais qui aspiraient à retourner chez eux mais qui n'avaient pas d'endroit où rentrer.

« Quand vous rentrez dans votre pays en tant que déplacé et que vous ne pouvez pas trouver d'endroit où redémarrer votre vie, vous êtes dans un état de confusion », a-t-il indiqué.

Pour ce faire, Evariste Mfaume a plaidé auprès du gouvernement pour qu'il alloue des parcelles de terres vacantes aux personnes de retour. Cela a



Evariste Mfaume

conduit à la création des « villages de la paix » dans les villes de Baraka, Fizi, Sebele et Mboke au Sud-Kivu. Depuis 2006, plus de dix neuf mille familles sont rentrées dans ces villages pour reconstruire leur vie.

« Ces zones étaient couvertes de forêts. Quand je les vois aujourd'hui cultivées et habitées, cela me remplit d'espoir et me donne la force de poursuivre ce travail », s'est-il réjoui au HCR.

Cette expérience, a laissé entendre l'agence onusienne, l'a convaincue que l'accès dans des conditions d'égalité à des terres où les réfugiés et la population locale peuvent travailler ensemble est essentiel pour

la paix et la stabilité. Cette approche est celle du Pacte mondial sur les réfugiés adopté par l'Assemblée générale des Nations unies, l'année dernière. Ainsi, des agriculteurs congolais et des réfugiés burundais travaillent dans une ferme de manioc, l'une des trois fermes communautaires de trois hectares de terres qu'Evariste Mfaume a aidé à installer avec l'appui des autorités et des communautés locales. Au total, indique le HCR, cent cinquante agriculteurs, dont des personnes déplacées, ont trouvé un moyen de se reconstruire grâce à la ferme. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU,

les années de conflit ont déplacé 4,5 millions de Congolais à l'intérieur du pays et forcé plus de 850 000 autres à franchir les frontières. La République démocratique du Congo accueille aussi un demi-million de réfugiés originaires d'autres pays.

La distinction Nansen pour les réfugiés doit son nom à Fridtjof Nansen, un explorateur et humanitaire norvégien, qui a été le premier Haut Commissaire pour les réfugiés désigné par la Société des Nations en 1921. Cette distinction vise à récompenser les valeurs de persévérance et d'engagement face à l'adversité.

P.N.

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

Le paiement des expropriés commence cette semaine

Le lancement officiel du processus des expropriations des hommes et femmes dont les propriétés ont été identifiées lors des enquêtes parcellaires a eu lieu le 21 septembre, en présence de Gilbert Mokoki, ministre des Zones économiques spéciales, et Pierre Mabiala, ministre des Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le parlement.

Après l'opération des enquêtes parcellaires lancée il y a plus d'un an, qui a permis à la commission mise à cet effet de déterminer sur le terrain, de façon contradictoire, les parcelles à exproprier; rechercher les propriétaires et d'évaluer les éléments de mise en valeur après le travail préliminaire fait en amont, les deux membres du gouvernement ont ainsi procédé à l'opération d'indemnisation juste et préalable des expropriés de la Zone économique spéciale (ZES) de Pointe-Noire.

Fruit du partenariat Congo-Chine, la création de cette ZES obéit à la politique gouvernementale de diversifier l'économie nationale mais aussi de réduire la pauvreté et d'améliorer le cadre de vie de la population. « La Zone économique spéciale de Pointe-Noire va se construire progressivement en trois phases : la phase de démarrage, qui verra la construction d'un quai multifonctions dans le Port autonome, la construction d'une autoroute de 14 km en bordure de mer qui va relier le Port et la ZES. Seront aussi construites dans cette zone, une centrale électrique à gaz d'une puissance de



1100 mégawatts, une grande usine d'eau de très grande capacité qui va satisfaire les besoins et de la ZES et de la ville de Pointe-Noire. Aussi, il va se développer des industries de transformation d'aluminium, de fabrication de ferro-alliages à partir du manganèse sans oublier les industries légères de production d'aliments et de boissons qui verront le jour tout comme l'industrie du bois qui y sera construite », a dit le ministre Gilbert Mokoki. Il a poursuivi que le développement de cette phase de démarrage durera quatre à cinq ans. Elle générera près de six mille emplois avec un impact sur le produit intérieur brut de un milliard de dollars américains.

Puis s'en suivront tour à tour la phase 1 et la phase 2. L'opération d'expropriation va commencer avec ceux ayant des propriétés dans la zone démarrage. Les autres expropriés prendront le relais au fur et à mesure. « Les expropriés sont classés en trois catégories : les expropriés réguliers qui sont propriétaires de leur terrain et qui y ont érigé des bâtisses. Puis, viennent les expropriés de la catégorie des contentieux, c'est-à-dire ceux qui se disputent les mêmes propriétés à deux, trois ou plus. Ceux-là ne pourront être payés qu'après épuisement du contentieux par les juridictions de la place. La troisième catégorie concerne les expropriés

La tribune lors du lancement de l'opération de paiement des expropriés de la ZES de Pointe-Noire./Adiac

ayant des propriétés mais dont les propriétaires n'ont pas été identifiés sur le terrain. La commission les a enregistrés comme propriétaires inconnus. Ils ne percevront l'indemnisation qu'une fois identifiés ou s'ils délèguent des représentants munis d'une procuration », a expliqué Pierre Mabiala. Il a renchéri que le paiement ne se fera que par voie bancaire, famille par famille. Chaque exproprié est appelé à ouvrir un compte dans l'une des banques de la place pour se faire payer car le paiement par espèces est exclu. Les maraîchers jouissant du droit de superficie exerçant sur les terrains à exproprier seront également payés, selon des montants évalués par la

commission. Pour cela, ils devront ouvrir un compte d'ensemble et percevoir le montant affecté à chacun.

Le ministre Pierre Mabiala a aussi indiqué que le paiement commence cette semaine avec les expropriés de la famille Tchignoka-Koufoli. La liste des expropriés et des familles sera affichée au siège des différentes mairies concernées.

Signalons que les objectifs visés par la création des ZES sont, entre autres, attirer les investissements directs étrangers; favoriser l'installation des industries privées de transformation de ressources naturelles que regorge le pays; assurer le transfert de technologies appropriées; créer les emplois.

Hervé Brice Mampouya

ENVIRONNEMENT

Les marchés de Pointe-Noire dans l'insalubrité à l'orée des pluies

Le tronçon de l'avenue qui part du rond-point du Fond Tié-Tié vers le quartier Voungou, bordant le marché du Fond de Tié-Tié, laisse à désirer. Avec l'arrivée de la saison pluvieuse, les autorités municipales doivent prendre des mesures qui s'imposent.

Quelques gouttes d'eau qui sont tombées sur la ville, le 22 septembre dans la matinée, ont plongé les abords du marché de Fond de Tié-Tié dans un état d'insalubrité inquiétant. Des odeurs nauséabondes et suffocantes provenant des mares d'eau très souillées, où sont jetés pêle-mêle des pourritures et débris provenant des restes de ce qui est vendu dans ce marché ont mis à mal les usagers. A proximité, sont vendus à même le sol des vivres. Et cela n'est pas seulement le propre de cette portion du marché, car la même chose



savait que faire en voulant se procurer des légumes. Ce même spectacle est vécu dans le marché de l'OCH, dans sa partie du croisement des avenues Jean-Félix-Tchicaya et Savon, en direction du quartier Mouyondzi. Ici, ce sont des poissons de mer de toute qualité et ceux d'eau douce, des vêtements, des légumes et de la viande qui sont aussi vendus à même le sol, sous l'indifférence totale des gestionnaires des marchés et même des services de l'hygiène de la ville.

Notons que la problématique de l'entretien des marchés et de leurs alentours reste entière dans la ville océane. La saison des pluies qui pointe à l'horizon est le plus souvent porteuse des épidémies si ces endroits ne sont pas assainis à temps.

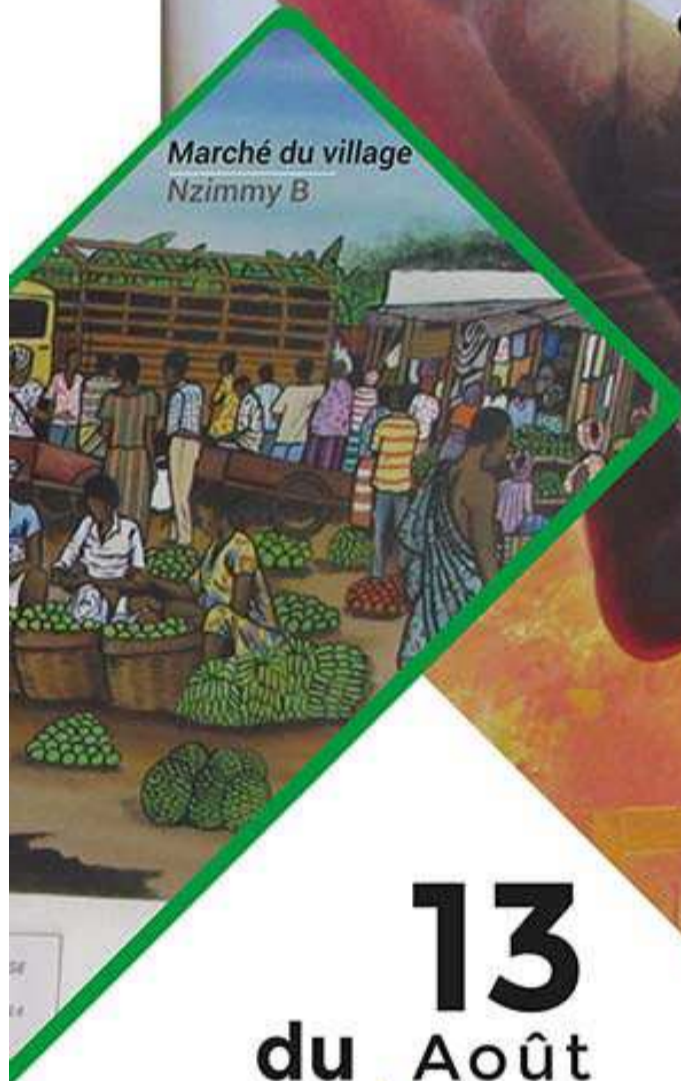
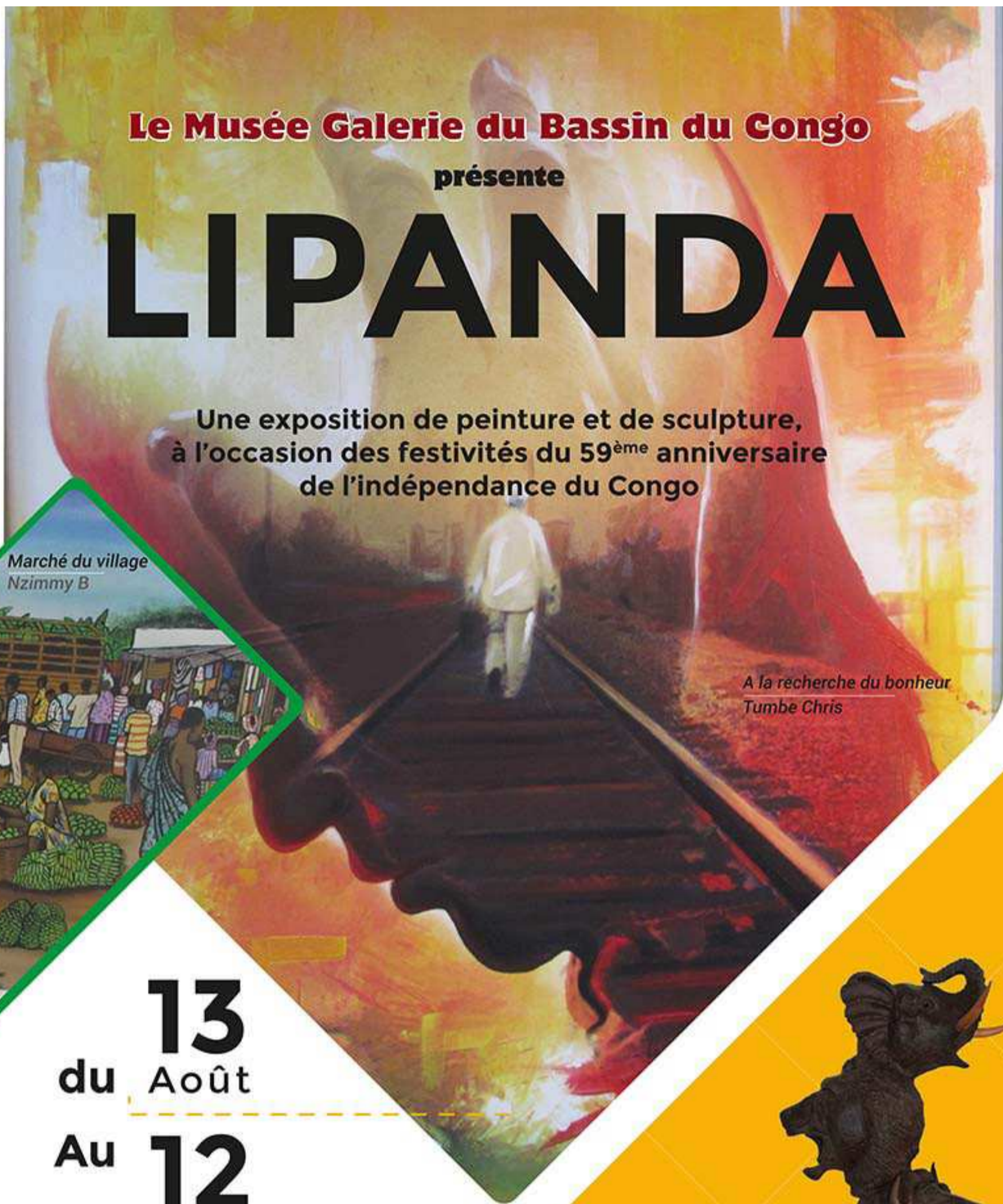
Faustin Akono

« Avec des pluies qui s'annoncent déjà, si des dispositions ne sont pas prises à temps, ces endroits du marché de Fond de Tié-Tié pourront constituer des sites où se déclencheront des épidémies »

est constatée du côté de l'avenue Bord-Bord, en diagonale avec le poste du commissariat de police de Fond de Tié-Tié. Des vendeurs et acheteurs discutent le petit espace bordant l'avenue Marien-Ngouabi dans la boue.

Un marché de Pointe-Noire

« Avec des pluies qui s'annoncent déjà, si des dispositions ne sont pas prises à temps, ces endroits du marché de Fond de Tié-Tié pourront constituer des sites où se déclencheront des épidémies », s'est plaint un acheteur qui ne



Contacts
 +242 06 666 70 65
 +242 04 411 64 11

Adresse
 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
 Brazzaville - République du Congo



RIAC 2019

Vingt-six prix et bourses attribués aux artistes nationaux et étrangers

Les ateliers Sahn, organisateurs de la Rencontre internationale d'art contemporain (RIAC), ont récompensé, le 22 septembre, au siège du centre d'art, plus d'une vingtaine d'artistes congolais et étrangers pour leur dévouement, performance et application dans leurs disciplines respectives.

Au terme de trois semaines d'ateliers de formation auxquels ont assisté de nombreux artistes de différents pays, lors de la huitième édition de la Riace, dix-sept hommes et cinq femmes se sont remarquablement distingués dans les catégories ci-après : performance, arts plastiques, danse, critique d'art, photo et vidéo. Les prix et bourses artistiques qui leur sont octroyés offrent particulièrement treize opportunités de carrières, découvertes et expériences inoubliables au Congo, Mali, Sénégal, Cameroun, France, Madagascar, Ouganda et Suisse.

Le prix des invités a été décerné à Pamela Enoynu, artiste ougandaise participante à l'atelier vidéo d'art-photo et Patrick Gouana, artiste camerounais, participant à l'atelier critique d'art, pour une prochaine participation à la Riace en 2021. En outre, Morel Donou (Sénégal) participera à la quatrième édition du festival Yaphoto tandis que Self Kofiga (Ghana) prendra part au festival Ravy au Cameroun en 2020.

Dans la catégorie performance, Bénic Matsiona, Joel Assebako et arvelet Ndoundi iront en résidence de formation de deux mois au sein de l'école du cirque social d'Antananarivo. Par



Rodney Zabakani recevant son prix / Adiac

ailleurs, une résidence de recherche d'un mois en France a été offerte à Rodney Zabakani, pour la découverte du monde culturel dans toute sa diversité à travers des visites d'expositions, de musées et de galeries.

Toujours en performance, Claude Ndoudi et Karel Kouélany prendront part à l'international Illest battle 100% krump à la Villette, en France. Et, Beaudrin Oualembo sera présent à la biennale de Kampala, en Ouganda, en 2020.

Bénéficiaire d'une bourse de résidence de recherche artistique à Paris lors de la sixième édition de la Riace, Girel Nganga a reçu cette année un prix en arts-plastiques pour une formation de trois mois en éco-recyclage à Tuléar, à Madagascar. Dans cette même catégorie, Vanessa Manta participera à la biennale de Kampala en 2020. David Kouélany, le plus jeune membre des ateliers Sahn, a été récompensé avec un kit de matériels d'arts plastiques.

Dimitri Ba'atibuni a, quant à lui, reçu le prix critique d'art pour une participation à la biennale Dak'art au Sénégal en 2020 et Artmel Mouy a, pour sa part, reçu un pack de livres en guise d'encouragement dans cette même catégorie.

En art photo et vidéo, Alégra Nicka assistera à la septième édition des rencontres d'arts visuels de Yaoundé. Et en danse, Maël Minkala et Claude Ndoudi recevront une formation de trois semaines auprès de Kettly Noël au Mali et participeront au festival danse Bamako danse du 12 novembre au 3 décembre courant.

Dans l'optique d'encourager les femmes, cinq d'entre elles, à savoir Alégra Nicka, Géraldine Massamouna, Olmiche Bantsimba et Sabrina Batsangou alias Sam BB bénéficieront de la bourse de recherche « garage Aarau » pour un an. Cette dernière favorise la recherche artistique et la promotion de la jeune artiste congolaise. Le prix pluridisciplinarité est revenu à Thales Zokene, lui aussi déjà boursier, et à Sabrina Bitsangou pour une résidence de recherche et de création en France.

Moment émouvant, les artistes se sont tous dit satisfaits et reconnaissants à l'endroit de Bill Kouélany, fondatrice des ateliers Sahn et directrice artistique de la Riace, qui œuvre nuit et jour pour propulser l'art contemporain au Congo et enfin permettre aux artistes d'être représentés à l'international.

Merveille Atipo, stagiaire

AFRICAN MUSIC FORUM

La deuxième édition réussie à Brazzaville

Dix-sept artistes musiciens congolais ont presté, le 18 septembre, devant les professionnels, directeurs des maisons de productions internationales et nationales afin de décrocher des contrats auprès de ces derniers.

C'est dans une salle comble de Pierre-Savorgnan-de Brazza, à l'Institut français du Congo (IFC), que le public a suivi avec engouement les spectacles livrés dans une atmosphère chaleureuse sur différents styles, sous l'œil des professionnels pour détecter les talents.

Les artistes, répartis en deux show case, ont démontré tour à tour sur la même scène leur dextérité. Le premier panel a été ouvert par le groupe Les mamans du Congo, de Aka Gladys Samba, maman Glad. Créé le 8 mars 2018 à l'initiative de l'IFC, ce groupe interprète les merveilleuses berceuses congolaises en se servant des ustensiles de cuisine qui ressortent des sonorités hors pair.

Il a été suivi de Lebel Kenko dit LBL, qui par sa voix a ébloui le public. Ce jeune artiste est dans le top 3 des talents ayant récolté le plus de votes pendant l'émission «The voice Afrique francophone». Très souple, Lebel pratique la Rnb et la rumba. Il a été accompagné par des artistes talentueux. Sa chanson «Mama eh mama» a été bien accueillie par le public. Le groupe de rappers de hip-



Le groupe les mamans du congo

hop, Double R, composé de deux artistes dont un chanteur et un rappeur, a pris le relais. Corneil et LM Black, lauréats des Awards musiques urbaines BSA dans la catégorie révélation masculine, en décembre dernier, ont chanté «Elle m'a regardé».

L'entrée de Paterna Maestro, gagnant du concours scène tremplin dans la catégorie rap, a fait bouger les spectateurs. Très ovationné, l'artiste, plus original, allie sa musique aux sonorités traditionnelles. Son style est tout à fait

personnel et a trait au folklore. Des cris de joie ont été entendus dans la salle lors de sa prestation. Le refrain «tchabo etelemi» a été repris plusieurs fois par le public jusqu'à lui demander de revenir sur scène.

Even's Mab a été un autre artiste exceptionnel, compositeur, interprète et arrangeur. Sa musique est un mélange de jazz, blues et soul. Il chante avec sa guitare. Valdy Mikamona, une artiste à la voix d'ébène issue d'une famille des musiciens, a collaboré

avec l'illustre Jacques Loubelo, doyen de la musique congolaise. Elle a un album en cours intitulé «Mama»

« Des bons moments de musique extraordinaires »

L'orchestre mythique du Congo Brazzaville, Les Bantous de la capitale, a aussi livré un spectacle avec Edo Nganga, le patriarche, le fossile vivant, jonglant ses pas sur scène avec canne à la main. Pour ce qui est du second show case, des artistes et orchestres, à

savoir Young Ace, A6, Fox N3G4, Biz Ice, Fanie Fayar, Key Kolos, Makhamba Malechek, Sheryl Gambo, MLG Mochristo et Roga Roga et extra Musica ont également enflammé le public.

« Nous avons passé des moments de musique extraordinaires, maintenant les pro doivent réfléchir et on va voir ce qui va se concrétiser », a fait savoir Marie Audigier, directrice déléguée de l'IFC.

Rappelons que ce programme African music forum a été organisé par le label de production internationale Bomayé Musik, en partenariat avec l'IFC, du 17 au 18 septembre. Il a regroupé les professionnels, artistes, et directeurs des maisons de productions qui ont animé des tables rondes et conférences sous différentes thématiques au cours desquelles les artistes ont été soumis à des performances à travers les show case.

African music forum est un événement professionnel majeur du continent, tourné vers l'économie des musiques actuelles au Congo, en République démocratique du Congo et en Afrique.

Rosalie Bindika